Économie sociale et solidaire
DE LILLE MÉTROPOLE

50
ENTREPRISES INNOVANTES

Lille Métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Guide de lecture

L'entreprenariat est toujours collectif.
Créateurs, gérants, salariés associés, coopérateurs, bénévoles, public en insertion... tous prennent leur place dans la réussite de ces entreprises (mais tous ne sont pas sur la photo).

Tous différents... mais les mêmes valeurs
Les statuts, les activités, les métiers, les chiffres d'affaires, le nombre de salariés (qui vont de 1 à plusieurs centaines) diffèrent et pourtant, ils partagent tous la même logique économique : sociale et solidaire !

Ces photos illustrent **l'impact de l'activité** de la structure sur l'environnement, le quotidien ou les préoccupations des habitants de la métropole.

Pas d'économie sociale et solidaire sans **ancrage territorial** fort ni (r)apports aux collectivités.

Petit résumé de grandes histoires
Créées il y a plus de 40 ans ou tout récemment, ces 50 structures ont des histoires riches et diversifiées. Elles répondent à des besoins bien particuliers, exercent des métiers improbables, rendent des services originaux que ce petit texte tente de résumer.

Ils innovent, ils expérimentent, ils osent...
L'innovation peut porter sur un produit original, un service bien utile, une pratique audacieuse, une politique «sociale» interne exemplaire... souvent c'est un savant mélange de tout cela !

Entreprendre autrement à Lille Métropole

Aujourd'hui, avec le Plan métropolitain de développement économique, Lille Métropole Communauté urbaine lance une nouvelle étape importante pour l'économie métropolitaine. Dans ce cadre, un volet économie sociale et solidaire a toute son importance et tend à favoriser un développement économique, facteur de cohésion sociale.

A l'heure où les entreprises s'interrogent sur le sens à donner à leur activité et sur la manière de la gérer, l'économie sociale et solidaire apporte des réponses innovantes et respectueuses de l'Homme et de son environnement. *Elle conjugue en effet liberté d'entreprendre, recherche de plus de justice sociale et davantage de vivre ensemble et de fraternité.*

Pour Lille Métropole Communauté urbaine, ***l'économie sociale et solidaire constitue un axe fort de sa politique en matière de développement économique.*** *Depuis 2006, la communauté urbaine encourage le développement de ce secteur et soutient les structures d'accompagnement des porteurs de projets en favorisant les actions de sensibilisation et de promotion. Au delà de ce soutien, elle souhaite faire progresser les valeurs portées par le modèle de l'économie responsable, non seulement au sein de l'ensemble du tissu des grandes entreprises régionales, mais aussi des PMI-PME et des nouvelles entreprises en création.*

Michel-François Delannoy
Premier Vice-Président
de Lille Métropole Communauté urbaine
délégué au Développement économique

Martine Aubry
Présidente
de Lille Métropole Communauté urbaine

La preuve par l'exemple

L'économie sociale et solidaire est présente fortement sur notre territoire métropolitain.

J'ai souhaité montrer la richesse, la diversité, le dynamisme de ceux qui osent, innovent et réussissent à partir d'une cinquantaine d'expériences identifiées parmi des milliers d'initiatives associatives, coopératives ou mutualistes de l'agglomération lilloise.

Ce choix difficile a privilégié la diversité territoriale, la représentation de grands thèmes et champs d'actions tels que les services de proximité, les initiatives solidaires de l'emploi et de l'insertion, le commerce équitable et la solidarité internationale sans oublier les domaines de la formation comme ceux de la production industrielle ou agricole.

La richesse de ces entreprises tient en particulier à l'utilité sociale des projets, à la diversité des publics auxquels l'offre est destinée, ainsi qu'à la dimension collective de l'entreprenariat.

Une place a été laissée aux expériences moins connues pour en valoriser le caractère innovant et l'expression de l'enthousiasme et de la conviction de leurs dirigeants.

J'assume les choix opérés, mais je suis consciente que bien d'autres expériences, aussi riches et porteuses des mêmes valeurs, auraient pu être présentées. Je souhaite que cet ouvrage vous donne envie d'en savoir plus et envie d'approfondir votre propre exploration de cette économie dans laquelle les acteurs tentent de conjuguer la liberté d'entreprendre avec davantage de justice sociale dans le cadre d'une économie plus humaine et plus fraternelle.

Christiane Bouchart
Conseillère communautaire
en charge de l'économie sociale et solidaire.

En cette période de crise des valeurs et de recherche de sens, l'économie sociale et solidaire s'impose comme un axe majeur d'une économie véritablement respectueuse des impératifs du développement durable.

Acteurs pour une économie solidaire

L'APES est une association régionale visant à :
- ***promouvoir et développer** l'économie sociale et solidaire dans le Nord-Pas de Calais ;*
- ***organiser et développer** un réseau régional des acteurs de l'économie sociale et solidaire ;*
- ***contribuer** à rendre l'économie plus solidaire.*

Cette association, née d'un mouvement d'acteurs et de citoyen(ne)s, souhaite promouvoir une économie de proximité, qui crée des activités et des emplois non délocalisables correspondant à des besoins non satisfaits auxquels le marché ne répond pas. ***Elle insiste sur un développement harmonieux et équilibré des territoires. Elle remet la démocratie au cœur de l'économie.***

Le contexte actuel, marqué par de multiples crises (économique, financière, sociale, environnementale, énergétique, climatique et alimentaire), apporte la preuve que le type de développement proposé hier ne fonctionne plus et que les réponses proposées par l'économie sociale et solidaire sont vitales pour la planète et l'avenir de nos enfants.

***Mais celles-ci ne pourront se développer sans l'implication des territoires** et de leurs élu(e)s. A ce titre, Lille Métropole Communauté urbaine peut être une locomotive dans la région sur un autre type de développement économique avec des initiatives solidaires multiples : circuits-courts, AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), épargne et finances solidaires (Cigales, Nef, Autonomie et Solidarité...), Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), logiciels libres, commerce équitable, éco-construction, coopératives d'activité et d'emploi... Et constituer ainsi un levier sur des projets phares et sur le développement de filières comme l'agriculture, le logement ...*

D'ores et déjà, les 50 initiatives présentées dans cet ouvrage sont la preuve que l'économie sociale et solidaire est dynamique sur ce territoire et qu'avec le soutien des élu(e)s, ***une réelle alternative économique est en marche*** *pour répondre aux besoins des habitants de Lille Métropole !*

L'APES souhaite qu'elles constituent autant d'exemples à suivre et à développer pour rendre l'ESS plus visible encore sur la métropole comme sur les autres territoires de la région pour renforcer le réseau de ses acteurs.

APES
Acteurs Pour une Économie Solidaire Nord-Pas de Calais

Gérard Dechy Président de l'APES

La Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire

La CRESS regroupe les fédérations et organismes régionaux de coopératives, mutuelles, associations et fondations ayant comme dénominateur commun l'économie au service de la personne.

Ses missions :
- *représenter ;*
- *défendre ;*
- *promouvoir l'économie sociale et solidaire en Nord-Pas de Calais.*

Sur le territoire de Lille Métropole, l'économie sociale et solidaire représente ***10,6% de l'emploi salarié,*** *elle regroupe 9 000 établissements et plus de 50 000 salariés (portrait du territoire réalisé par la CRESS en partenariat avec Lille Métropole Communauté urbaine).*

Les acteurs présents sur le territoire sont des forces vives du tissu économique. ***Ils répondent, par l'innovation, aux besoins des populations*** *dans des secteurs très divers : services sociaux, santé, assurance, éducation, formation, loisirs, culture, accompagnement...*

Ces acteurs portent des valeurs qu'il s'agit aujourd'hui de faire vivre : utilité sociale, gouvernance démocratique, non-lucrativité, libre adhésion...

Leur action est nécessaire et légitime. Elle est essentielle, dans le contexte de crise que nous connaissons depuis plus d'un an, afin de répondre aux enjeux qui nous mobilisent et nous mobiliseront à l'avenir.

Nous espérons que ce guide auquel nous avons participé connaîtra un écho maximal sur le territoire métropolitain.

Dominique CREPEL
Président, CRESS Nord-Pas de Calais

cress
chambre régionale économie sociale et solidaire Nord-Pas de Calais

Une partie de l'équipe

A la marge

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Communication, développement local durable, santé

STATUT
SCIC.

CHIFFRES CLÉS
Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) créée en octobre 2007.
Quatre collèges :
- salariés ;
- usagers (bénévoles, clients universitaires, apporteurs de contenu) ;
- réseaux santé ;
- appuis financiers (URSCOP, Eco Cigales de Roubaix, collectivités).

4 salariés (3,5 équivalents temps plein).
170 000 euros de CA prévisionnel 2009.

PUBLIC/CLIENT
Organismes para-publics, associations, collectivités.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Régions Nord-Pas de Calais, Lorraine, Picardie, Pays de Loire, Haute Normandie.

CONTACT
17, rue des Œillets - 59000 LILLE
Tél : 03 20 88 35 18
contact@alamarge.org
www.alamarge.org

Communiquer et agir avec les territoires

1

A l'origine d'A la marge, on trouve quatre salariés du Comité régional d'éducation pour la santé (CRES Nord-Pas de Calais), qui ont choisi un jour de créer leur entreprise.

A la marge conçoit des documents de communication, participe à la réalisation de supports pédagogiques, élabore des plans de communication. La société s'est spécialisée dans le développement de sites internet en coopération avec les structures éditrices ; après formation, celles-ci gèrent et animent leurs nouveaux outils en toute autonomie.

Pour ces travaux, les partenaires d'**A la marge** sont l'Institut de santé au travail du Nord de la France, l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique, les instances régionales d'éducation et prévention santé de Picardie et des Pays de Loire, des centres de soins...

A la marge ne se contente pas d'être prestataire. *« Dès l'origine, nous avons voulu développer des projets »*, indique Marc Beaurepaire, gérant élu. C'est le cas d'une plate-forme internet de suivi d'actions de santé.

Autre projet d'actualité, mené avec des associations françaises et belges : « Dis moi ton truc pour vivre mieux ». Il s'agit de recueillir et de diffuser des paroles d'habitants sur leur pratique quotidienne de santé. *« Les gens dits démunis sont bombardés d'injonctions. On ne tient pas compte des ressources qu'ils déploient. C'est ce vécu que nous voulons mettre en valeur ».*

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
A la marge assure des prestations pour certaines villes de la métropole lilloise et souhaiterait associer les collectivités territoriales au sein de la SCIC.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Une démarche coopérative et solidaire

A la marge a été la troisième Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) à voir le jour dans la région.

Pourquoi les fondateurs ont-ils opté pour ce statut apparu en 2002 ? « Cela correspondait à notre souci d'être acteurs du développement local », explique Marc Beaurepaire. « Dans notre domaine d'expertise, la santé, mais aussi dans les champs de l'économie, de l'éducation, du social... Nous avons construit notre sociétariat sur ces bases. ***Et en choisissant de ne pas rémunérer les associés,*** *nous pouvons investir dans la mise en œuvre de projets au profit des habitants. C'est la logique de l'économie sociale et solidaire et nous y tenons ».*

Actrice du développement local autant que prestataire technique

L'équipe de salariées

Ann Gisel Glass La Boutique

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Vente de produits équitables, produits alimentaires, vêtements, meubles, décoration, produits de beauté

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création février 2006.
3 salariés.
3 associés individuels + 2 organismes : un club Cigales, et Autonomie et Solidarité
AGG travaille avec 52 coopératives.
150 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers et professionnels.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
44 rue Saint-Sébastien
59000 LILLE
Tél : 03 20 39 76 52
contact@agg-bootik.com
www.agg-bootik.com

Démocratiser le commerce équitable

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Ann Gisel Glass La Boutique a bénéficié pour son lancement du soutien de la Région et de la Ville de Lille, dans le cadre de leur politique d'économie sociale et solidaire et de la promotion du commerce équitable. Ann Gisel Glass La Boutique s'inscrit également dans des actions des acteurs du collectif Comm'une Idée, soutenu également par ces deux collectivités territoriales.

Ann Gisel Glass La Boutique offre un large choix de produits du commerce équitable avec le souci de prix abordables pour tous.

Ouverte en mars 2006, la boutique propose aussi bien des aliments que des vêtements en provenance d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique Latine.

La production est préachetée à des coopératives. Elle peut l'être à 50% pour le café en Afrique ou en Amérique du Sud, ou à 20% en ce qui concerne des vêtements. Avec des ventes garanties par des préachats, les paysans et les producteurs n'ont pas besoin de s'endetter pour assurer leur travail.

Ann Gisel Glass La Boutique traîte soit directement avec certaines coopératives, soit en passant des contrats avec des coopératives ou entreprises membres de WFTO (World Fair Trade Organisation) qui mutualisent les opérations de commerce équitable.

L'objectif est d'acheter aux producteurs le fruit de leur travail à un prix leur permettant de couvrir les coûts de production et de leur assurer des revenus pour une vie décente. Les prix d'achat pratiqués par les filières du commerce équitable sont supérieurs de 10% à 36% par rapport à ceux consentis par les multinationales.

Etendant son champ d'activité, **Ann Gisel Glass la Boutique** ouvre cet automne **l'un des premiers sites français d'e-commerce équitable** qui devrait, à terme, proposer 6 000 références.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Une chaîne 100% équitable

Chez Ann Gisel Glass la Boutique, équitable n'est pas un vain mot. *C'est avec la plus grande attention que l'on veille à ce que les produits vendus soient le plus équitables possible, économiquement et socialement.*

Un sachet de café parvenant sur les rayons du magasin lillois passe par une série d'intermédiaires. Après avoir été récolté, le café est séché, torréfié, moulu, mis en sachet dans des unités de production différentes.

Un café 100% équitable doit résulter d'une addition d'opérations équitables. *Respectée au stade de la production, la démarche peut ne pas l'être du tout dans les unités de transformation. Le personnel peut y être exploité.*

*Chez **Ann Gisel Glass la Boutique**, on veille à ce que de bonnes conditions commerciales et sociales soient observées tout au long de la chaîne. Pour cette raison, le magasin lillois travaille avec une coopérative italienne, attentive à cet aspect. Fédérant 800 boutiques dans la péninsule, cette coopérative collabore avec de petites unités qui ont une démarche sociale.*

POUR TOUS,
PROPOSER LES MOYENS DE VIVRE ÉQUITABLE
À DES PRIX ABORDABLES

Les salariés gérants

Alter Mundi

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Distribution de produits du commerce équitable : décoration, arts de la table, accessoires de mode, mobiliers

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création en novembre 2006.
Deux gérants.
2500 références.
Travaille avec 33 coopératives.
210 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers, entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
128, rue Léon Gambetta - 59000 LILLE
Tél : 03.2050.13.92
Fax : 03.20.50.13.72
lille@altermundi.com
www.altermundi.com/lille

Une meilleure rémunération des producteurs

C'est avec le souci de se fournir auprès de producteurs respectant les critères environnementaux, mais aussi sociaux et éthiques que les gérants du magasin Alter Mundi assurent leur démarche de commerce équitable.

Le mobilier en fer forgé proposé en boutique vient du Honduras. Il est fabriqué par une coopérative à partir de fer recyclé. Pour rencontrer les goûts européens, ces objets sont imaginés par des designers adaptant le savoir-faire des artisans honduriens aux sensibilités des acheteurs européens.

Des accessoires de mode colorés en provenance de New Delhi sont réalisés dans une unité de fabrication grâce au recyclage de sacs en plastique ramassés dans les différents quartiers de la capitale indienne. Cette entreprise fait vivre 300 familles.

Au Burkina Faso, ce sont des paysans qui, regroupés, fabriquent des meubles en bois vendus dans les magasins de commerce équitable des pays du Nord. Seule la mutualisation du travail et des moyens permet à ces artisans de produire des meubles

« Une étude réalisée auprès des coopératives, note Dania, gérante, *nous a permis de déterminer que les achats équitables entraînent une augmentation de 50 % des revenus des artisans locaux. »*

« Aussi, ces derniers sont-ils nombreux à vouloir trouver des débouchés sur les marchés du Nord, où malheureusement, affirme Dania, *les points de vente ne sont pas en nombre suffisant. »*

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Alter Mundi a bénéficié, de la part du Conseil régional, d'une subvention accordée dans le cadre de la politique de promotion du commerce équitable.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Sur les chemins d'un monde équitable

« C'est un peu un lieu de vie, d'échanges et de connaissances que nous souhaitons offrir aux personnes qui entrent dans la boutique, explique Dania, la gérante. Au-delà d'un achat éthique, les clients peuvent effectuer dans le magasin d'Alter Mundi un parcours équitable. »

Une fiche d'information est posée à côté de chaque objet proposé à l'achat. Sur celle-ci figure le pays d'origine, la manière dont il est fabriqué, l'impact social et environnemental de cette fabrication, le fonctionnement de la coopérative où il est acheté, les salaires distribués,...

« Notre volonté, souligne Dania, est de faire participer les clients à une démarche de découverte toute en effectuant un acte d'achat. »

*Cette volonté de promouvoir le commerce équitable passe aussi par l'organisation de conférences ou de réunions dans le magasin et plus largement par la participation aux actions de promotion développées aussi bien par la Région que par la Ville de Lille. Les gérants d'**Alter Mundi** prennent une part active à la Quinzaine du commerce équitable.*

Un espace dédié au plaisir, et ouvert à la découverte du commerce équitable

Une partie des salariés coopérateurs

Anita

Association du Nord pour l'Insertion par le Travail Adapté

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Accompagnement socio-professionnel des personnes en situation de handicap

STATUT
Scop SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création de la Scop en 2006. 7 salariés.
400 personnes accueillies chaque année.
60 % du public trouvent un emploi durable.
Budget annuel : 350 000 à 450 000 euros.

PUBLIC/CLIENT
Personnes en situation de handicap.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise
et Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
30, rue Léon Salembien
59200 TOURCOING
Tél : 03 20 01 50 25
Fax : 03 20 01 50 21
contact@anitascop.fr
www.anitascop.fr

Supprimer les freins avant l'emploi

Territoire tourquennois

RAPPORT AU TERRITOIRE
La Scop travaille sur prescription de ses partenaires. Elle signe des conventions avec le Conseil général du Nord, les Directions régionale et départementale du pôle Emploi et les agences locales du bassin d'emploi de Roubaix et Tourcoing - Vallée de la Lys. Elle travaille également avec les Villes de Tourcoing et de Wattrelos.

Redonner l'impulsion nécessaire et remobiliser les gens vers l'emploi

Quand on parle d'un public en situation de handicap, il faut considérer l'ensemble des difficultés auxquelles il peut être confronté : personnelles, familiales, psychologiques, sociales, etc. On a affaire à un public hétéroclite à qui il est parfois nécessaire de redonner une impulsion. Pour lui apporter un soutien efficace et l'aider dans sa démarche d'insertion professionnelle, il importe de prendre en compte toutes les données de son environnement et de résoudre les problèmes qui se posent en amont (santé, logement, démarches administratives...).

C'est ce que s'est efforcé de faire, à partir de 1990, **Anita,** l'Association du Nord pour l'insertion par le travail adapté. Depuis 2006, cette structure associative s'est transformée en Scop. Elle est implantée à Tourcoing, mais en fonction des dispositifs mis en œuvre, son rayon d'action s'étend à l'ensemble de la métropole lilloise, voire à la région.

« La finalité de notre action est l'emploi. Nous y parvenons pour 60 % de notre public. » Comme l'explique la directrice-gérante, Chantal Debroas, cela exige une volonté très forte d'accompagnement avec des formations adaptées et une validation des compétences. La plupart des emplois (CDD ou CDI) se trouvent dans le secteur tertiaire. Les consultants d'**Anita** démarchent inlassablement les entreprises et les aident à définir leurs besoins et le profil des candidats recherchés. Ils leur proposent ensuite des candidatures en veillant à ce que le handicap soit compatible avec les exigences du poste de travail.

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Le potentiel de chacun trouve son adéquation avec l'environnement

« Si de nombreuses associations font de l'accompagnement pour les personnes handicapées, nous, nous ne faisons que cela et rien que cela »*, insiste Chantal Debroas. « Nous avons une dimension sociale que n'ont pas d' autres structures ». La démarche d'**Anita** a ceci d'innovant qu'elle confronte, pour les mettre en adéquation, les caractéristiques de la personne handicapée à celles de l'environnement aussi bien pour l'emploi, la formation ou simplement la vie sociale.*

*Dans tous les cas, il s'agit de mener cette démarche le plus loin possible et de trouver des partenariats avec des structures ou des entreprises engagées dans une démarche sociale et responsable. D'une façon générale, **Anita** considère que la personne en situation de handicap possède le potentiel pour s'en sortir. Elle s'efforce alors de trouver les moyens ou les partenaires adaptés.*

Le handicap n'est pas un obstacle aux compétences

Dedans dehors, ouvriers et jeunes en insertion

Construire contre la précarité

Aprobat

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Entreprise d'insertion
Second œuvre dans le bâtiment

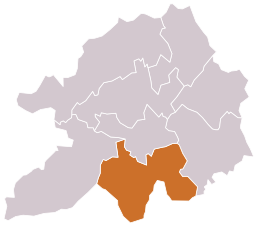
STATUT
Association loi 1901.

CHIFFRES CLÉS
Crée en 1992.
16 salariés.
645 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Institutions, entreprises, particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
434 rue du général Colonna d'Ornano
59120 LOOS
Tél : 03 20 07 95 29
apronet2@wanadoo.fr



Territoire de la couronne sud

RAPPORT AU TERRITOIRE
Soutenue par la Ville de Loos à ses débuts, **Aprobat** a bénéficié, avec l'accord des bailleurs sociaux, des chantiers du DSQ. L'entreprise en se professionnalisant a pris son autonomie. En 2008, seuls 8 % de ses ressources provenaient de subventions de la Ville et du Conseil général du Nord. **Aprobat** appartient au réseau de l'URIAE (Union régionale pour l'insertion par l'activité économique).

Aprobat est une entreprise d'insertion créée à l'initiative de la Ville de Loos. A la fin des années 80, de nombreuses entreprises ferment dans la localité. Le chômage y est important, notamment, dans le quartier des Oliveaux. Construite dans les années 60, la cité accueille 6000 habitants. Victimes du temps, les immeubles y sont fortement dégradés.

C'est l'époque aussi, où, dans le cadre de la politique de la Ville mise en place par l'Etat apparaissent les DSQ (Développement social des quartiers). « Les Oliveaux » en bénéficie. Les immeubles et les logements du quartier sont rénovés. L'opération est importante. Elle durera plusieurs années. Un marché du second œuvre s'ouvre alors.

Aprobat s'y développe, portée à la fois par la Ville de Loos et les bailleurs sociaux, notamment Partenord.

Au départ, ce sont pour l'essentiel des travaux de peinture qui sont confiés à l'entreprise d'insertion. Avec le temps, celle-ci se professionnalise et fait entrer de nouvelles spécialisations dans ses activités. Elle travaille, notamment, dans le domaine de l'isolation et de la plâtrerie.

L'entreprise propose 24 mois d'activités à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. Le temps, pour elles, de reprendre pied, de se former, ou tout au moins de prendre une nouvelle orientation de vie. Le travail et l'apprentissage se font au sein d'une équipe de chantier de douze personnes comprenant six professionnels et six salariés en phase d'insertion. Selon Bruno Saison, le directeur, *« la moitié des personnes passées en stage d'insertion chez **Aprobat** retrouve un travail. »*

INNOVATION PARTICULARITÉ

Sur le chantier pilote de Loos-en-Gohelle, la haute qualité d'insertion

Depuis plus d'un an, Aprobat est engagée sur un chantier pilote à Loos-en-Gohelle. *Ce projet est initié par la Fédération française du bâtiment, un bailleur social, Pas de Calais Habitat et le maire de la localité.*

L'objet du chantier est de construire six maisons utilisant la moitié moins d'énergie et montrer le savoir-faire des entreprises de la région. Les filières acier, bois et maçonnerie sont mobilisées pour la réalisation de ces maisons d'avenir HQE (Haute Qualité Environnementale) à performance énergétique.

*« Ce sont l'architecte, Flavie Demagny et la Fédération française du bâtiment qui sont venus nous chercher pour que nous participions au projet, explique Bruno Saison. On reconnaissait ainsi les compétences qu'**Aprobat** avait acquises dans le domaine de l'isolation, dans lequel l'entreprise s'est spécialisée. »*

Cette évolution, des chantiers de peinture vers un tel projet d'avant-garde, consacre les capacités d'adaptation de l'entreprise d'insertion loossoise. Elle qui a su devenir leader sur le marché, promis à un bel avenir, de l'isolation des logements.

Professionnels et « apprentis », côte à côte, pour une insertion réussie

L'équipe de permanents

Le bricolage en coopération

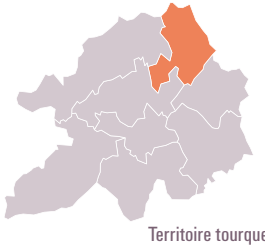
« C'est l'envie de faire soi-même qui est première. Les compétences s'acquièrent ensuite », **martèle Jérôme Rohart, permanent d'Avec-Toit.**

En 2006, à la suite de difficultés professionnelles, il lance un service d'aide à la réalisation de petits travaux dans la maison. Avec Valérie Duquesnoy, animatrice socio-culturelle et future présidente de l'association, il accueille des personnes (des femmes surtout) qui souhaitent améliorer leur cadre de vie mais sont bloquées par la technique. Les ateliers, organisés dans des équipements de quartier ou à l'association, s'ordonnent autour des projets de chacun, en plomberie, menuiserie, décoration… Jérôme explique, invite à réfléchir, oriente les achats puis guide les gestes, jusque sur le chantier s'il le faut. Ces séances de « bricolage coopératif » créent du lien entre des personnes souvent isolées et contribuent à leur rendre l'estime de soi.

Progressivement, **Avec-Toit** a développé des interventions à domicile, en particulier chez des personnes placées sous tutelle ou ayant un léger handicap. Elle a embauché deux ouvriers polyvalents pour cela. Le principe reste de « faire avec ».

A Tourcoing, l'association encadre aussi six chantiers d'auto-réhabilitation de logements, dans des quartiers en politique de la Ville ; Avec-toit a recruté une salariée pour assurer le suivi social de l'opération.

Dernier projet : un atelier-chantier d'insertion où des femmes éloignées de l'emploi fabriqueront des meubles en carton.



Territoire tourquennois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Avec-Toit bénéficie de subventions de l'Etat et de la Ville de Tourcoing, au titre des CUCS (contrats urbains de cohésion sociale). Elle a déposé des demandes d'aides auprès du Département du Nord et de la Région Nord-Pas de Calais. Elle compte sur le soutien de l'Union européenne, au titre des micro-projets associatifs, pour son chantier d'insertion.
Elle a également reçu un financement de la Fondation de France.

Avec-Toit

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Multiservice bricolage (ateliers d'initiation, interventions à domicile)

STATUT
Association.

CHIFFRES CLÉS
4 salariés.
Depuis 2006 : une quarantaine de personnes accueillies dans les ateliers, 25 interventions à domicile (d'une durée d'une demi-journée à plusieurs semaines).
25 000 euros de budget 2008.
80 000 euros de budget prévisionnel 2009.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
Maison de services des Orions,
8 rue de l'Europe - 59200 TOURCOING
Tél / fax : 03 28 37 08 58
Mobile : 06 42 56 69 37
avec-toit@nordnet.fr
www.avec-toit.fr

INNOVATION PARTICULARITÉ

UNE SCIC EN PERSPECTIVE

« Dans notre activité, tout est à inventer », *constatent les animateurs d'Avec-toit.* ***« Nous avançons en marchant »***.

Ainsi, l'association essaie-t-elle d'utiliser ou de recommander des produits de bricolage respectueux de l'environnement. C'est difficile, reconnaît Jérôme Rohart. Les prix actuellement pratiqués sont souvent un obstacle ou bien les filières font défaut.

Dans un tout autre domaine, celui du statut juridique, Avec-toit veut accorder ses principes et sa pratique. « Nous envisageons de transformer l'association en société coopérative d'intérêt collectif, fiscalisée, ouverte à des participations multiples et en relation avec les usagers », indique Valérie Duquesnoy. ***« Une entreprise classique mais tenue par des valeurs »***.

Expliquer, montrer, démonter, remonter, tout est formation.

L'ENVIE DE FAIRE EST PREMIÈRE

Les permanents de l'association régionale des Cigales

Les Cigales lui donnent des ailes

La création de **Calyzoé Jardin** n'aurait pas été possible sans l'intervention de deux clubs Cigales. Si Olivier Maillard, le gérant de l'entreprise, en avait l'envie, il n'en avait pas les moyens financiers.

Le club Cigale Triple 7 d'Houplin-Ancoisne naît avec **Calyzoé Jardin**. En effet, Triple 7 est un club dédié comptant parmi ses membres de nombreuses connaissances d'Olivier qui ont souhaité se regrouper pour lui apporter leur soutien.

Plus classique, le club Cigale 109 de Villeneuve d'Ascq a, lui, fait ses premiers pas, c'est-à-dire son premier investissement avec l'entreprise santoise.

Lui-même ancien salarié à la MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarités) et « homme de réseau », Olivier Maillard apprécie ce lien établi avec les deux clubs Cigales. *« On se voit, on discute ensemble »*, explique-t-il. *« Ce dialogue avec des gens proches permet de mûrir les décisions. Par exemple, comment choisir les investissements ? C'est la force du réseau, »* note l'artisan-jardinier, comme aime à définir son métier Olivier Maillard. *« Ainsi,* souligne-t-il, *on va partager la réussite. »*

Calyzoé Jardin propose ses conseils en aménagement et entretien de jardins, de parcs et d'espaces verts.

Pour faire bénéficier ses clients d'une réduction d'impôt de 50 %, la société est adhérente de Jardicoop Services, ce qui lui permet de disposer d'un agrément dans le cadre de la politique des emplois de services à la personne.

Territoire des Weppes

Calyzoé Jardin

Exemple de création

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Conseil, aménagement, entretien en jardins et espaces verts

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création en avril 2007.
Un salarié, un apprenti.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
34, rue du général De Gaulle
59211 SANTES
Tél / Fax : 03 20 07 16 88
06 60 72 72 87
calyzoe.jardin@laposte.net
Association Régionale des Cigales
81 bis rue Gantois - 59000 LILLE
Tél : 03 20 54 09 51
cigales-npdc.or

INNOVATION PARTICULARITÉ

Un artisan jardinier tourné vers la création

« Même si je pousse des tondeuses et sais tailler les haies, ce n'est pas vraiment mon coeur de métier » *confie Olivier Maillard. « Je suis plus tourné vers l'aménagement et la création. Je considère qu'un jardin doit être le plus possible à l'image de son propriétaire. Alors, dans mes interventions, je n'arrive pas avec quelque chose de ficelé. J'ai des connaissances et un savoir faire que je mets à disposition.* ***Pour un jardin qui vous ressemble... »***

Le jardinier santois inscrit ses activités « dans la vague verte. Elle ne date pas d'hier, » estime-t-il. « C'est une vague de fond. Et il est donc intéressant, ajoute-t-il, de sensibiliser les gens, de faire de la pédagogie sur ce phénomène, en expliquant les rythmes de la nature et la manière dont les jardins s'inscrivent dans le paysage tant au niveau individuel que collectif. »

Avec l'aide de réseaux, fonder une entreprise sur la vague verte

Les salariés

CEB SN

Centre de diffusion de produits Ecologiques et Biologiques – Société Nouvelle

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Grossiste et demi-grossiste en produits écologiques et biologiques (alimentaire non périssable, produits d'entretien, produits d'hygiène, papeterie)

STATUT

SARL.

CHIFFRES CLÉS

SARL créée par reprise en 2007.
2 salariés.
Deux clubs Cigales et la coopérative Autonomie et Solidarité sont présents au capital.
160 clients (magasins bio et associations) au nord de Paris, dont les trois quarts dans le Nord-Pas de Calais et l'Aisne.
319 000 euros de CA (2008).
400 000 euros de CA prévisionnel 2009.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise,
Nord de la France.

CONTACT

10 rue du Four à chaux - 59000 LILLE
Tél : 03 20 42 07 57 - Fax : 03 20 30 12 78
centreecobio@aol.com

L'approvisionnement bio, à juste mesure

Thierry Montaigne a recréé **CEB** en avril 2007, à la suite du rachat du fonds et du stock d'une entreprise lilloise dont le créateur partait à la retraite. La société s'adresse exclusivement aux professionnels de la diffusion de produits écologiques et biologiques.

Ce sont des magasins de petite dimension et des associations. **CEB SN** les fournit en articles venant pour l'essentiel de la région et de Belgique. Thierry Montaigne se déclare « interface », ordonnant l'approvisionnement de ses clients au plus près de leurs besoins et cherchant à offrir de nouveaux débouchés à des producteurs-transformateurs qui ont sa confiance. Chaque fois qu'il le peut, le gérant de **CEB SN** va aussi à la rencontre des consommateurs et organise, avec un plaisir gourmand, des démonstrations ou dégustations de nouveaux produits.

L'alimentation bio a le vent en poupe. Thierry Montaigne s'en réjouit mais craint que le marché ne croisse trop vite. *« Les gros fabricants agro-alimentaires ont débarqué, avec leurs méthodes industrielles et leurs circuits de grande distribution. De leur côté, les organismes de certification sont débordés. Il ne faudrait pas qu'un scandale, sur de faux produits bio, ruine le travail accompli depuis des années par les pionniers et les acteurs de la filière. La bio, c'est d'abord une affaire de convictions personnelles et ça doit le rester ».*

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

A terme, Thierry Montaigne souhaiterait pouvoir fournir des collectivités locales en produits de base pour la restauration collective.

INNOVATION PARTICULARITÉ

LA SIMPLICITÉ À CONTRE-COURANT

Une jeunesse investie dans l'agriculture « productiviste », un détour par des fonctions de commercial dans une brasserie, dix ans de direction d'une ruche d'entreprises, l'ébauche d'une fabrication de boissons à base de plantes…

*Le parcours de Thierry Montaigne mérite à lui seul une étiquette « innovation ». On pourrait penser que le gérant de **CEB SN**, flirtant avec la cinquantaine, se rengorge de ces expériences. Mais c'est une ligne très humble qu'il imprime à sa nouvelle activité. « Une méthode de bon sens, qui ne garantit pas de gros développements, mais permet de faire du travail de qualité ».*

CEB SN** n'hésite pas à avancer à contre-courant. Ainsi l'entreprise est-elle la seule, dans son secteur, à effectuer elle-même ses livraisons. **« En rationalisant nos tournées, nous dégageons moins de CO2, nous avons un contact direct avec nos clients et nous pouvons maintenir des prix modérés et justes », explique Thierry Montaigne.

Attentifs à la qualité et appliqués dans le service

Une des équipes sur le terrain

La médiation sociale pour mieux vivre ensemble

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Citéo travaille avec de nombreuses collectivités et institutions, y compris dans le cadre d'appels d'offres, sur des activités de médiation, d'ingénierie, de professionnalisation et d'intégration dans l'emploi. En lien avec France Médiation, réseau national d'acteurs de la médiation sociale dont il est membre fondateur, **Citéo** promeut la médiation sociale, à travers sa charte de référence et ses référentiels d'activité et d'évaluation, qui pourront servir également aux collectivités.

Ces parkas orange, que l'on rencontre dans les gares ou les stations de métro, ce sont ceux que portent les salariés de Citéo, aujourd'hui premier opérateur français dans le domaine de la médiation sociale.

En 1998, Transpole signe le premier contrat local de sécurité dans les transports. Dans la foulée, plusieurs transporteurs et responsables économiques créent une association, qui a comme objectif de créer des emplois durables et pérennes, sur des activités nouvelles socialement utiles et créatrices de lien social. Il s'agit également de favoriser l'intégration professionnelle de jeunes demandeurs d'emploi dans ces nouveaux métiers de la médiation sociale et de capitaliser les expériences ainsi acquises pour permettre à leurs propres activités (réseaux de transports en commun, logement...) de mieux fonctionner et d'améliorer ainsi les services rendus à la collectivité.

Les emplois, qui ne sont plus seulement occupés par des jeunes, sont donc essentiellement en CDI, les secteurs se sont diversifiés (transports en commun, établissements scolaires, espaces publics urbains, habitat social) et les missions de médiation se sont diversifiées en conjuguant cohésion sociale et tranquillité publique : animation et gestion de projets, accueil et prévention, sécurisation mais aussi ingénierie de projets. Les médiateurs recrutés en CDD, soit remplacent un salarié absent, soit sont en alternance en contrat de professionnalisation pour préparer un bac professionnel, soit viennent pour découvrir les métiers de la médiation sociale où la valorisation des compétences acquises leur permettra d'exercer d'autres emplois relationnels.

Citéo

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Activités de services dans le domaine de la médiation sociale

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

Création de l'ADEMN en 1998, devenu Citéo en 2009. 350 salariés.
Un conseil d'administration de 13 bénévoles dont des représentants de grandes sociétés.
9 500 000 euros de budget dont 74 % de recettes liées à la vente de prestations de services et 26 % de subventions.
88 % des subventions sont directement liées au financement d'opérations ponctuelles.
Les subventions directes des collectivités locales s'élèvent à 299 000 euros.

PUBLIC/CLIENT

Collectivités

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise
et Région Nord - Pas de Calais.
France pour des modules de formations en médiation.

CONTACT

71 rue de Paris – 59000 LILLE
Tél : 03 20 38 97 71 - Fax : 03 20 38 97 72
ademn@wanadoo.fr
www.citeo.org

INNOVATION PARTICULARITÉ

Innover sur les activités et les processus, qualifier les services rendus

Parce que le temps de transport fait aussi partie du temps scolaire, les médiateurs Correspondants Réseau Educatif de Citéo font le lien entre les différents lieux et temps de vie des élèves *(résidence, déplacements, établissement scolaire) dans une double logique de prévention de la délinquance et de réussite éducative (18 collèges et 4 lycées répartis dans 7 villes).*

Parce que le mieux-vivre ensemble ne se cantonne pas à la «banlieue» (ou aux quartiers dits sensibles), les médiateurs Stewards Urbains de ***Citéo*** *interviennent aussi au cœur des centres-villes.*

Parce que mesurer les résultats et impacts de la médiation sociale est essentiel pour qualifier les emplois et répondre au plus près des besoins des habitants, ***Citéo*** *s'est engagé dans une démarche innovante d'évaluation partagée de l'utilité sociale de la médiation sociale, en y associant ses clients, ses partenaires et les usagers.*

Par ailleurs, ***Citéo*** *a construit un observatoire, à partir des remontées quotidiennes des médiateurs, pour ainsi contribuer à améliorer durablement les relations sociales dans ses territoires d'intervention.*

Métro
2 C.H. Dron
Tram
R Roubaix T Tourcoing
Métro
1 4 Cantons
Métro
2 St-Philibert
Tram
R Roubaix T Tourcoing
Métro
1 C.H.R. B-Calmette
Sortie
Auchan
Métro

La direction et une partie des salariés

Un brassage qui déménage !

Basée à Loos, Cleaning a connu un développement rapide ces dernières années. Cette SARL réalise le nettoyage de locaux d'entreprises dans toute la région, de Dunkerque à Valenciennes.

Yann Orpin, son jeune responsable, met un point d'honneur à embaucher une majorité de personnes en difficultés qui doivent, pour lui, refléter la diversité de la population : bénéficiaires du RSA, plus de 50 ans, femmes isolées, personnes handicapées... **Toutes ces personnes, recrutées sur la base de leur volonté de s'en sortir, ont un contrat à temps plein, en CDI**. Si la structure veille à ce que le cahier des charges de chacun soit respecté, elle s'attache aussi à leur bien-être : conditions de travail correctes, évolutions professionnelles possibles, achat de matériels adaptés aux personnes handicapées...

Depuis quelques années, **Cleaning** utilise également des produits écologiques et biodégradables : une façon de préserver la planète, mais aussi la santé des clients... et des salariés !

Le résultat : des effectifs stables avec un faible turn over, des arrêts maladie peu nombreux, et des salariés solidaires entre eux. *« Nous ne voulons pas avoir une vision économique de court terme »*, note Yann Orpin. *« Il y a une relation de confiance mutuelle entre nous. La diversité est un réel atout »*. Et les clients, toujours plus nombreux, semblent bien séduits par cette démarche solidaire et écologique.

Territoire de la couronne sud

RAPPORT AU TERRITOIRE

Si **Cleaning** ne bénéficie pas de subventions, elle a parmi ses clients un certain nombre de collectivités, comme par exemple les Villes de Loos, Bousbecque, Roncq, Lesquin ou Emmerin.

Cleaning

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Nettoyage dans les secteurs de l'industrie et du tertiaire

STATUT

SARL.

CHIFFRES CLÉS

Création en 1996.
120 salariés.
30 % des salariés ont plus de 50 ans.
15 % des salariés sont des personnes handicapées.
2 millions d'euros de CA.

PUBLIC/CLIENT

Collectivités et entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise
et Région Nord - Pas de Calais.

CONTACT

48 Avenue Georges Dupont - 59120 LOOS
Tél : 03 20 17 21 17 - Fax : 03 20 17 21 11
cleaning.loos@free.fr
www.cleaning-loos.eu

INNOVATION PARTICULARITÉ

LA PERSONNE CONSIDÉRÉE DANS SA GLOBALITÉ

« Nous pratiquons un management sans frontière », explique le responsable de Cleaning. « Pour nous, l'accompagnement des salariés ne s'arrête pas à la porte de l'entreprise ».

*Entreprise solidaire, **Cleaning** envisage la personne embauchée dans sa globalité. Ainsi, elle l'accompagne dans ses démarches de recherche de logement, d'un moyen de locomotion, ou dans des problèmes de surendettement.*

*Ayant passé une convention avec la Caisse Solidaire du Crédit Mutuel Nord-Europe, l'entreprise se portera caution morale pour un crédit si un salarié a besoin d'une voiture. « Ma porte est toujours ouverte », insiste Yann Orpin. **Cleaning** a reçu le prix de la diversité du réseau Alliances pour cet engagement.*

L'ACCOMPAGNEMENT NE S'ARRÊTE PAS À LA PORTE DE L'ENTREPRISE

L'équipe de salariés

Simple comme un coup de fil

Comefil

Expert en énergies commerciales durables

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Conseil en entreprise et formation professionnelle

STATUT
Scop SARL.

CHIFFRES CLÉS
4 associés.
4 salariés.
CA : n. c. (première année d'exercice).

PUBLIC/CLIENT
Entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
165, avenue de Bretagne
Pôle EuraTechnologies - Bat. Le Blan
59000 LILLE
Tél : 03 20 86 77 22
Fax : 09 57 55 37 87
contact@comefil.fr
www.comefil.fr

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Comefil travaille pour le développement local et la formation professionnelle avec la Ville de Lille, la Maison de l'Emploi et le Conseil régional. La coopérative poursuit un travail de partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Lille et la Chambre des métiers et des artisans de Lille.

Implantée à EuraTechnologies, site d'excellence développé par Lille Métropole, **Comefil** bénéficie d'un environnement dédié à la formation et à la recherche dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Comefil conseille les entreprises dans leur action commerciale et leur relation client. La coopérative leur propose un programme de formation aux relations commerciales (communication et management) et à l'utilisation des nouvelles technologies pour la vente et la fidélisation de la clientèle.

Par ailleurs, elle forme des personnes sans emploi, au métier d'assistant commercial. Cette formation dure six mois. Les stagiaires, encadrés, réalisent des missions pour des entreprises, depuis le site de la société, se préparant ainsi à l'embauche.

Comefil est née de la rencontre de deux professionnels travaillant dans des domaines différents : la communication et la formation. Ils ont collaboré pendant neuf ans dans le berceau de la Coopérative d'activités et d'emploi « Graines d'Affaires » (voir fiche n°23) dont ils sont toujours des associés. Fin 2008, ils créent leur propre coopérative et deviennent cogérants épaulés par un associé extérieur, « Graines d'Affaires ».

La Scop est située sur le nouveau site d'excellence EuraTechnologies à Lille. Un choix que Michèle Geoffray explique : *« On colle souvent une étiquette misérabiliste sur l'économie sociale et solidaire. EuraTechnologies rompt avec ces images négatives : cet équipement offre un cadre de travail et une image de marque, une forme de respect à l'égard de nos stagiaires ».*

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Comefil adapte ses services aux besoins des entreprises

« Plus nous avançons, mieux nous adaptons les contenus de nos formations aux besoins de nos clients », souligne Didier Orliaguet. Par sa disponibilité aux entreprises et une bonne méthodologie de ses services, ***Comefil*** *étoffe son offre de formation et la personnalise.*

La coopérative s'intéresse au devenir des individus, pas au traitement de « publics ». *Cette volonté d'accueil et de compagnonnage vaut aussi en interne : Christophe Petit et Didier Orliaguet, salariés, sont d'anciens stagiaires formés au sein de la Scop.*

Michèle Geoffray précise : « l'économie sociale et solidaire est une philosophie. Si elle peut générer du profit, ***l'important est l'usage qui est fait des gains dégagés.*** *A* ***Comefil****, nous nous efforçons de réduire les écarts entre salariés, et plus généralement dans la société. »*

Mettre à l'aise les entreprises dans leur relation avec la clientèle

Une partie de l'équipe de coopérateurs

ID Formation
Innovation et Développement Formation

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Formation professionnelle et continue

STATUT
Scop SA.

CHIFFRES CLÉS
217 salariés dont 154 femmes et 63 hommes.
9 cadres, 25 employés administratifs, 174 formateurs.
9 sites et 10 antennes dans la région.
10 millions d'euros de CA.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics (formation) – Collectivités, organismes publics, organismes de formation, associations et entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise et régions Nord-Pas de Calais, Picardie, Ile-de-France, Rhône-Alpes, Champagne-Ardennes...

CONTACT
113 rue de Lannoy - 59000 LILLE FIVES
Tél : 03 20 04 03 07 - Fax : 03 20 56 17 22
idformation.siege@orange.fr
www.id-formation.fr

La formation, un droit pour tous

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
La coopérative est financée par la Région, les Départements du Nord et du Pas-de-Calais, les services de l'Etat liés à l'emploi et à la formation professionnelle.
L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) soutient les formations linguistiques des migrants. Pôle emploi aide la coopérative pour le placement des demandeurs d'emploi en entreprise. **ID Formation** est signataire de la Charte Qualité avec le Conseil régional du Nord-Pas de Calais. (2001)

ID Formation est l'un des organismes de formation les plus importants de la région. Cette coopérative propose des formations aux métiers du tertiaire et de l'industrie à vocation professionnelle ou de qualification, l'apprentissage de la langue française et la maîtrise des savoirs de base. Elle offre aux demandeurs d'emploi une médiation à l'emploi et le placement de personnes en entreprises.

ID Formation s'est fondée en coopérative fin 1994, après la fermeture de l'association Sigma formation. 34 salariés associés et 10 associés extérieurs participent alors au renouveau de l'activité sous ce statut. En 1996, Eric Faidherbe s'installe dans le siège de directeur général et, en 1999, il est élu président du conseil d'administration. En 2003, la coopérative dépasse le nombre de 100 salariés en ETP. La coopérative possède 9 sites et 10 antennes sur les territoires en région.

Bien placés pour saisir les enjeux de la formation professionnelle, les salariés ont eux aussi accès aux formations. En 2005, presque la moitié du personnel a bénéficié d'actions de formation en relation avec leur qualification et leur profession. Un tiers des salariés-associés a été formé au rôle de co-entrepreneur afin de saisir les tenants et les aboutissants de leur statut : la responsabilité partagée de la gestion et le fonctionnement spécifique de l'entreprise coopérative.

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Savoir résister ensemble dans un monde hautement concurrentiel

*Dans le secteur très concurrentiel de la formation professionnelle, Eric Faidherbe lance un plaidoyer pour l'entreprise coopérative : **« La Scop est un outil formidable qu'il vaut mieux connaître sur le bout des doigts pour en saisir tout l'intérêt ».** Au sein d'**ID Formation**, le personnel associé observe trois principes : le partage des bénéfices, la transparence de la gestion, la lisibilité de l'activité. Une association qui resserre les liens dans l'équipe dans un contexte tendu, sinon hostile.*

*L'intérêt social du statut de coopérative n'apparaît pas toujours comme un plus. 90 % des ressources d'**ID Formation** proviennent des prestations et le financement de l'activité s'est relativement précarisé, au nom de la libre concurrence entre les prestataires de formation. « Nous devons adapter nos contenus, les mettre à la page constamment et être plus agressifs, commercialement », souligne le directeur.*

Pour les formateurs, la coopérative est un outil formidable

L'équipe de direction

Hep ! Vélo-taxi !

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

En 2009, **Cycloville** a bénéficié d'aides à l'investissement et à l'emploi de la part de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) et du Conseil régional. A noter aussi que dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Lille, la création de points d'arrêt officiels à des endroits stratégiques est en projet.

Il travaillait dans la logistique, il a vu le prix du gasoil augmenter et il s'est dit : un jour, il n'y aura plus de pétrole. C'est à partir de cette réflexion qu'Antoine Duthoit a décidé de monter, avec deux associés, une entreprise de transport qui fonctionnerait sans autre carburant que les mollets.

C'est ainsi que **Cycloville** est née. Accompagnée dans ses débuts par trois clubs Cigale, cette entreprise propose de transporter des personnes en tricycles à assistance électrique sur de petites distances. Elle dessert ainsi la ville de Lille à l'intérieur du périphérique. *« Nous avons voulu proposer des prix attractifs en louant la surface publicitaire sur les vélos-taxis »*, explique le dirigeant. *« Cela permet de financer une partie du prix de la course »*. Par exemple, le prix est de 3 euros pour 2 km parcourus.

Le public intéressé par ce mode de déplacement est varié : la pédicure basée en centre-ville et qui passe de client en client évite ainsi la recherche fastidieuse d'une place de parking, la personne âgée qui souhaite aller chez le médecin ou le coiffeur y trouve un service attentif, et les enfants sont conduits à l'école en toute sécurité. Sans parler des touristes à qui **Cycloville** propose un parcours spécial, et qui ont un guide rien que pour eux !

Le succès aidant, **Cycloville** a essaimé dans d'autres villes de France par le biais d'un réseau de franchisés.

Cycloville

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Transport écologique de personnes en milieu urbain

STATUT

SARL.

CHIFFRES CLÉS

12 vélos en circulation.
6 salariés permanents et 12 à 24 personnes en CDD selon les périodes.
Une vingtaine de trajets effectués par vélo et par jour.
170 000 euros de CA (2008).

PUBLIC/CLIENT

Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Ville de Lille.

CONTACT

2ter Avenue de Muy – 59800 LILLE
Tél : 06 24 16 08 16
Fax : 03 62 02 24 53
lille@cycloville.com
www.cycloville.com

INNOVATION PARTICULARITÉ

Du lien dans l'anonymat des villes

Si les vélos-taxis présentent un intérêt écologique certain, ils offrent aussi de nombreux avantages en termes de services personnalisés et humains.

« Le chauffeur va ainsi chercher l'enfant à l'intérieur de l'école, ou ira aider une personne handicapée à rejoindre son domicile », note Antoine Duthoit. *Les salariés apprécient ces nombreux contacts, et certains clients demandent même à être servis par un chauffeur précis, avec qui ils ont noué des liens privilégiés. « Il y a aussi un aspect que nous n'avions pas envisagé au départ »*, raconte Antoine Duthoit. *« C'est cette fonction sociale des tricycles dans la jungle urbaine. Les passants, les patrons de cafés, les policiers, les marginaux nous connaissent et viennent discuter avec nous ». Serait-ce leur ressemblance avec le facteur cycliste ?*

Les tricycles créent du lien dans l'anonymat des villes.

Un transport doux pour se déplacer pratique et écolo

Les créateurs

Travailler pour soi, ça change tout

Dom en Nord

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Service à la personne et aide à domicile

STATUT
Scop SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création juin 2007.
30 salariés.
300 clients.
136 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
38 rue de la Carnoy
59139 LAMBERSART
Tél : 03 20 93 19 70
Fax : 03 20 93 24 53
contact@domennord.com
www.domennord.com

La loi Boorlo de 2005, qui ouvre une porte vers les emplois de service à la personne, avait retenu l'attention de Pascal Missiaen. Travailleur dans une structure d'insertion dans le Pas-de-Calais, lorsque celle-ci dépose le bilan, c'est vers ce secteur qu'il se tourne pour imaginer une activité.

En 2007, en association avec Virginie Pinte, il crée **Dom en Nord**, une entreprise « généraliste » offrant tout une gamme de services : aide ménagère, soins à domicile, garde d'enfants, auxiliaire de vie, jardinage, bricolage, assistance informatique…

La Scop est la forme juridique retenue, car c'est celle qui correspond le mieux, dans sa philosophie et dans son fonctionnement, à ce que les deux créateurs souhaitent. Aujourd'hui, la Scop compte 5 associés, dont l'Urscop (Union régionale des sociétés coopératives). A la prochaine assemblée générale, une dizaine de salariés devraient devenir sociétaires.

Pour Pascal Missiaen, directeur et gérant, la Scop est un espace démocratique, où tous les salariés sont associés aux décisions importantes. Les grandes orientations sont collectivement discutées et votées une fois par an, au cours d'une assemblée générale

« La porte, affirme Pascal Missiaen, *est largement ouverte aux personnes en difficulté. »* Pour son recrutement, **Dom en Nord** travaille en permanence avec Pôle emploi, d'où proviennent 80 % des salariés embauchés par la Scop.

Dom en Nord a reçu de la part de la Direction départementale du Travail et de l'Emploi, un agrément qualité pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Une agence a été ouverte à Arras au mois de septembre 2009.

Territoire de la couronne nord

RAPPORT AU TERRITOIRE
Les CCAS (centres communaux d'action sociale) de plusieurs villes s'adressent à **Dom en Nord** pour la prise en charge de certaines personnes. A chaque fois, cela se fait par l'intermédiaire d'une assistante sociale.

INNOVATION PARTICULARITÉ

« Lorsque vous êtes reconnue dans votre travail, le lundi, vous venez avec un autre esprit »

Marie, infirmière, ancienne responsable d'une maison de retraite, a été « séduite », dit-elle par l'esprit Scop. ***« Le travail d'infirmière, le service à la personne on le fait parce qu'on l'aime, sinon on ne le ferait pas****, assure-t-elle. Mais, dans une Scop, il y a en plus la reconnaissance, et ça c'est important, » note-t-elle.* ***« Lorsque vous êtes reconnue dans votre travail, le lundi matin, vous venez avec un autre esprit »***

« Par ailleurs, ajoute-t-elle, lorsque vous connaissez les tenants et aboutissements de votre société, le rapport au travail est différent. »

« Ainsi, les salariées sont plus engagées, car elles y croient, » *souligne encore Marie. Et le sentiment est partagé :* ***« ici, on travaille tous ensemble, et tous dans le même sens. »***

C'est le discours que tiennent les créateurs de la Scop envers les salariés. Lors de leur embauche, ceux-ci sont informés qu'ils entrent dans une coopérative. L'intégration dans l'entreprise est bien vécue, le salarié étant invité à devenir sociétaire. Un pas que régulièrement certains d'entre-eux franchissent.

Travailler tous ensemble et tous dans le même sens

Une grande partie de l'équipe de salariés coopérateurs

Conseiller concrètement

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Les collectivités constituent une part importante des clients de **E2i** à côté des acteurs de l'économie sociale et solidaire, principalement les associations. La coopérative apporte à ses interventions le croisement des réalités économiques, sociales et politiques, sans se réfugier dans l'idéologie pour fuir la technique, ni dans la technique pour fuir le politique.
Acteur concrètement engagé dans l'économie sociale et solidaire dès sa création, **E2i** siège au bureau de l'URSCOP (Union régionale des sociétés coopératives) et au collectif de l'APES (assemblée permanente de l'économie solidaire), dont elle a signé la charte.

Issue de la cellule études du réseau des boutiques de gestion Espace, la coopérative **E2i** (Espaces Inter Initiatives) s'est investie dès sa création dans le développement local puis a travaillé à la mise en place des premiers Plans locaux pour l'insertion par l'économique (PLIE), à leur essaimage et à leur évaluation. A la fin des années 90, **E2i** développe et diversifie ses activités en s'orientant sur le développement des services de proximité, la réduction et l'aménagement du temps de travail puis sur la politique de la Ville.

De nouvelles diversifications sont en cours depuis quelques années en direction du secteur social et médico-social, des problématiques liées à la richesse, à la recherche d'un développement économique plus qualitatif et aux démarches et processus participatifs.

« Nous sommes dans une posture d'accompagnateurs de projets et intervenons le plus souvent en accompagnement à la mise en œuvre de politiques publiques et sur l'évaluation de celles-ci » observe Luc Belval. *« La dimension stratégique occupe une place importante dans nos interventions tout comme le souci de croiser les approches et les regards. »*

« Nous n'arrivons pas chez nos clients avec des solutions toutes faites. Nous sommes dans la co-construction et non sur la proposition de solutions pré-établies. Nous recherchons, avec nos interlocuteurs, les solutions les plus adaptées à leurs besoins et nous les accompagnons jusqu'au bout avec le souci de faire en sorte qu'ils puissent s'approprier les solutions que nous avons imaginées ensemble ».

E2i

Espace Inter Initiatives

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Coopérative de conseil intervenant à la croisée des champs de l'économie, du social et du politique

STATUT

SCOP SA.

CHIFFRES CLÉS

Création en 1988 sous statut d'UES coopérative puis transformation en SA coopérative de production en 1992.
12 salariés, tous associés.
Un conseil d'administration composé de 8 salariés et 2 extérieurs.
900 000 euros de CA (2008) dont plus de 50 % réalisés en région Nord-Pas de Calais. L'activité auprès des collectivités locales représente 50 % du CA total.

PUBLIC/CLIENT

Collectivités, organismes para-publics, associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise, Région Nord-Pas de Calais (50 % de l'activité) et France entière (50 % de l'activité).

CONTACT

24, place du Maréchal Leclerc
59000 LILLE
Tél : 03 20 17 52 52
Fax : 03 20 09 15 01
contact@e2i.coop
www.e2i.coop

INNOVATION PARTICULARITÉ

LES NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSES

*Dès sa création, **E2i** s'est investie dans les innovations sociales et économiques. **« il s'agit pour nous d'être attentifs aux mouvements émergents de notre société »** explique Luc Belval. « Cette volonté de mettre en œuvre une recherche et développement opérationnels nous a conduit à beaucoup défricher dans le champ de l'emploi, de l'insertion et du développement territorial et il y a encore beaucoup à inventer dans ces champs. Plus récemment nous avons investi de nouveaux domaines comme les nouveaux indicateurs de richesse et les monnaies complémentaires avec l'expérimentation et maintenant la mise en œuvre de SOL que nous menons avec le Pas de Côté, l'APES, la MACIF et Chèque Déjeuner, pour ne citer qu'eux. »*

*D'autres exemples encore pour illustrer cette sensibilité particulière à l'innovation : **E2i travaille beaucoup sur les enjeux de citoyenneté, de gouvernance et sur la place des usagers dans les structures sociales et médico-sociales.***

Nous cherchons à privilégier
le sens de l'action et veillons à ce que l'utilité sociale
ne disparaisse pas derrière l'économique ou la technique

L'équipe de direction

Elise

Entreprise locale d'Initiatives
au Service de l'Environnement

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Promotion du tri sélectif et collecte des papiers dans les bureaux

STATUT
Association.

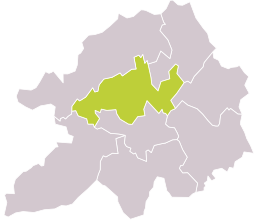
CHIFFRES CLÉS
Association créée en 1998.
5 administrateurs bénévoles.
57 salariés dont 30 chez Armelle, entreprise adaptée.
Un budget de 2 millions d'euros dont 15 % d'aide pour l'emploi des personnes handicapées.
80 % de l'activité dans la Communauté urbaine de Lille.
20 % dans la région Nord-Pas de Calais.
12 camionnettes – 10 000 tonnes de papiers de bureau collectées chaque année.
1 autre structure Elise en région parisienne, entreprise adaptée (30 emplois).

PUBLIC/CLIENT
Collectivités, organismes para-publics et entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais et Ile-de-France.

CONTACT
545, rue d'Ypres – 59118 WAMBRECHIES
Tél : 03 20 78 87 13 - Fax : 03 20 39 61 43
elise.lille@elise.com.fr
www.elise.com.fr

Au bureau aussi, recyclons notre papier !



Territoire de la couronne nord

RAPPORT AU TERRITOIRE
Les relations entre **Elise** et les collectivités de l'agglomération lilloise sont étroites et anciennes. L'association a, depuis le départ, bénéficié d'un soutien sans faille de la part de Lille Métropole Communauté urbaine et elle a déjà été choisie comme opérateur pour la valorisation des vieux papiers par plus de soixante villes de la métropole.

Difficile de ne pas remarquer ces corbeilles en carton, à l'enseigne d'**Elise**, posées à proximité des bureaux dans de nombreux services d'entreprises, de collectivités ou d'administrations. Lorsqu'une société décide d'adopter le système **Elise**, l'association lui fournit en amont des documents de sensibilisation du personnel. Les corbeilles arrivent dans un second temps, livrées par le personnel d'**Elise** avec des explications sur les bénéfices et les modalités de cette collecte des vieux papiers de bureau.

Puis, sur la base d'une fréquence prédéterminée, les camionnettes d'**Elise** viennent récupérer le précieux chargement de vieux papiers. Les salariés d'Armelle, une entreprise adaptée que l'association a créée, vont ensuite les trier suivant un minimum de sept critères de qualité (papiers blancs, papiers de couleurs, papiers glacés, listings informatiques etc...).

Ce sont les revenus tirés de la valeur ajoutée créée par ce sur-tri lors de la revente aux récupérateurs qui permettent de financer les emplois, eux aussi durables, des personnes handicapées, salariées d'Armelle.

Si la métropole lilloise est en pointe sur le recyclage des papiers de bureau, c'est pour partie à **Elise** qu'elle le doit. Aujourd'hui, une grande entreprise sur deux de l'agglomération lilloise, une PME sur quatre recycle ses papiers de bureau contre une sur dix dans l'agglomération parisienne qui fait pourtant partie des métropoles en avance en la matière.

INNOVATION PARTICULARITÉ

« Avant Elise, personne ne s'intéressait à ce gisement des vieux papiers de bureau »

« Elise a inventé le recyclage des papiers de bureau » *souligne avec fierté Bruno Meura, son fondateur. « Personne ne s'intéressait à ce gisement avant qu'on ne le fasse. Nous avons aussi créé un système permettant de récupérer les papiers triés car il n'y avait rien d'organisé pour livrer les papiers à recycler chez les récupérateurs.* ***Elise*** *est également l'entreprise qui crée, avec le sur-tri, le plus d'emplois par tonne de papier collectée.*

Enfin, nous ne faisons pas que de la collecte et du sur-tri, nous assurons en effet la sensibilisation des salariés dans les bureaux des entreprises, des collectivités, des établissements publics et des administrations aux questions de l'environnement et à l'intérêt du tri sélectif des papiers et des autres déchets de bureau recyclables. Cela explique pourquoi ***Elise*** *n'a jamais connu de rejet lorsqu'une entreprise ou une collectivité ont décidé d'adopter son procédé. »*

L'innovation, c'est aussi la capacité à inventer de la valeur ajoutée

Une partie des salariés des ateliers et de l'administration

Envie 2e Nord
Environnement et emploi

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Collecte, traitement et valorisation des DEEE (Déchets des Equipements Electriques et Electroniques)

STATUT
Entreprise d'insertion.

CHIFFRES CLÉS
Création en 2003.
115 salariés.
90 % d'emploi en insertion (contrats d'une durée de deux ans environ).
Une flotte de 20 camions pour la collecte
18 000 tonnes de DEEE traitées chaque année.
95 % des produits collectés sont déconstruits et dépollués.
5 % sont reconstruits pour en faire de l'électroménager d'occasion.
6,5 millions d'euros de CA 2008.

PUBLIC/CLIENT
Collectivités, entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
rue d'Iéna - 59810 LESQUIN
Tél : 03 20 30 76 16
Fax : 03 20 30 76 52
christophe.louage@groupevitaminet.com
www.envie.org/Lesquin.html

Une entreprise de l'économie circulaire

Territoire de la couronne sud

RAPPORT AU TERRITOIRE
Envie 2e Nord occupe un bâtiment de l'ancien site industriel Selnor, propriété de LMCU qui assure sa restructuration. L'embauche d'anciens salariés Selnor est la contrepartie de conditions locatives favorables.
Envie 2e Nord est une entreprise retenue après un appel d'offre, par Lille Métropole Communauté urbaine, pour prendre en charge le traîtement des DEEE récupérés dans les déchèteries de la métropole.

Lorsque l'on achète un appareil électroménager à un distributeur, on doit payer une éco-participation. Celle-ci est ensuite reversée à un éco-organisme, qui a pour mission de trouver, dans le cadre d'une procédure classique d'appel d'offres, une entreprise agréée capable de traîter ce que l'on appelle les DEEE. Ces DEEE, ce sont les déchets des équipements électriques et électroniques. Depuis novembre 2006, ces DEEE doivent être récupérés et dépollués. Les distributeurs sont tenus de reprendre les vieux appareils électroménagers et les collectivités d'installer des bennes spécifiques pour les DEEE dans les déchèteries.

Envie 2e Nord est l'une de ces entreprises agréées qui s'occupent des matières valorisées dans les DEEE (plastique, acier, cuivre, aluminium, mousse polyuréthane...). Elle en assure la collecte (auprès des distributeurs, des entreprises et des déchèteries des collectivités), la déconstruction et la dépollution.

Pour Nicolas Soret, directeur de la communication et du développement du groupe Vitamine T, dont **Envie 2e Nord** est une filiale, *« nous sommes un modèle abouti d'entreprise de développement durable. Sur le plan environnemental, nous captons, isolons et traitons les gaz CFC (chlorofluorocarbures - présents dans les réfrigérateurs) et les terres rares qui étaient autrefois enfouis ou incinérés. Sur le plan social, nous sommes une entreprise d'insertion qui remet à l'emploi des personnes en difficulté sociale et professionnelle. Et sur le plan économique, nous sommes au cœur d'une économie circulaire vertueuse dans laquelle les déchets d'hier deviennent les matières premières de demain ».*

INNOVATION PARTICULARITÉ

L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE N'EST PAS UNE ÉCONOMIE SOLITAIRE

Le crédo de Vitamine T, c'est celui d'une coopération entre l'économie classique et l'économie solidaire. *En 1979, l'association Vitamine T (T comme travail) a donné naissance au groupe Vitamine T qui compte aujourd'hui onze entreprises d'insertion,* ***lesquelles ont salarié 2 600 personnes en 2008.***

Envie 2e Nord *est l'une des filiales de Vitamine T qui est l'actionnaire majoritaire. L'autre actionnaire, minoritaire (34 %) est le groupe Van Gansewinkel, une entreprise classique, numéro un du traitement des déchets au Benelux.*

Les deux partenaires de ce joint-venture entre une entreprise classique étrangère et un groupe d'entreprises d'insertion français sont liés par un pacte d'actionnaires avec non rémunération du capital et prises de participations croisées. C'est ainsi que Vitamine T possède de son côté 34 % des parts de Coolrec France, qui a investi dans un énorme broyeur installé dans les locaux de ***Envie 2e Nord*** *et dont Van Gansewinkel est l'actionnaire majoritaire.*

Une économie du recyclage où les déchets d'hier deviennent les matières premières d'aujourd'hui

Une partie des permanents et artistes

Partager les passions du cirque

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

En 1998, la Ville de Lomme, qui soutient l'association depuis ses débuts, lui a offert la possibilité d'occuper un parc d'attraction rénové et la Ville de Lille subventionne la pépinière. Aujourd'hui l'association tire de ses succès, sa force et son indépendance : les trois-quarts du budget de l'association proviennent des recettes de ses activités. Le quart restant provient de subventions publiques des villes, du Conseil général du Nord, du Conseil régional et de l'Etat (DRAC – Direction régionale des Affaires culturelles).

Et vous trouvez ça drôle !!! est une association fondée en 1990 par deux couples passionnés de cirque attachés à transmettre leur art au plus grand nombre. Premier atelier de cirque et, surprise, le public s'inscrit en masse : deux fois plus de monde qu'attendu. Le phénomène prend de l'ampleur. Vingt années plus tard, l'association est devenue le Centre régional des Arts du cirque, l'une des plus grandes écoles d'Europe, sans perdre son nom ni sa vocation d'origine.

L'association gère une école, un chapiteau spectacle, un centre de formation professionnelle et un pôle ressource. Les ateliers de cirque amateur attirent des publics individuels ou en groupe, dans le cadre d'activités scolaires ou de loisir, des publics en voie d'insertion sociale. En 2009, elle accueille les personnes souffrant de handicaps mentaux qui peuvent s'inscrire individuellement. Des ateliers ouvrent leurs portes aux jeunes retraités.

Pour les professionnels, l'école forme, en trois années, les artistes aux métiers du cirque. L'association est à l'origine d'un brevet d'animation reconnu par l'Etat (BPJEPS – brevet professionnel de la Jeunesse, de l'Education populaire et du Sport).

Dans son chapiteau à Lomme, **Et vous trouvez ça drôle !!!** accueille des troupes en tournée et montre les spectacles créés par les compagnies en résidence. Enfin, l'association est aussi couveuse de talents : elle accompagne la création des artistes et la constitution de compagnies au sein de son Pôle ressources.

Et vous trouvez ça drôle !!!

Centre régional des arts du cirque

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Formation, création et diffusion des arts du cirque

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

36 salariés (pour 23 ETP).
1 100 adhérents.
10 000 personnes par an aux ateliers, spectacles et cours de l'école de cirque.
1 000 000 euros de budget annuel.

PUBLIC/CLIENT

Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

La métropole lilloise pour le public spectateur, la région Nord-Pas de Calais pour la formation.

CONTACT

16, rue du Château d'Isenghein
59160 LOMME
Tél : 03 20 08 26 26 - Fax : 03 20 08 26 27
ecoledecirque@nordnet.fr
asso.nordnet.fr/lesateliersducirque

INNOVATION PARTICULARITÉ

Garder une dimension humaine à la communauté de travail

Et vous trouvez ça drôle !!! *compte 36 salariés. La modeste association des débuts a vite grandi.* ***Le collectif apprend, pas à pas, à diriger ce colosse et s'applique des principes pour ne pas perdre la tête*** *comme, par exemple, limiter les écarts de salaire entre le directeur et les employés.*

L'association évite qu'une verticalité s'installe dans la relation de travail et veille à établir une gestion d'ensemble transparente pour que les décisions apparaissent dans leur nécessité, sans surprendre quiconque. La direction pédagogique des ateliers est discutée et décidée avec les intervenants.

Christophe Crampette, co-fondateur et directeur, le dit : « Nous tentons de garder l'équilibre entre le poids de l'organisation et la dimension humaine de notre activité ».

La finalité du cirque, c'est aussi le goût de l'effort et le vivre ensemble

Les salariés coopérateurs

Faire émerger des projets durables

Extra-Muros
« Faire tomber les murs »

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Conseil en développement durable et économie sociale et solidaire

STATUT
SARL SCOP.

CHIFFRES CLÉS
Création en 1993.
7 salariés.
8 associés (dont 6 salariés + 2 extérieurs Autonomie et Solidarité et Multicité).
80 % pour des collectivités locales et territoriales.
15 % pour des associations.
Moyenne d'âge : 30 ans.
370 000 euros de CA 2008 dont 50 % en région.

PUBLIC/CLIENT
Collectivités, entreprises, associations.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord - Pas de Calais et France.

CONTACT
51, rue du Maire André – 59000 LILLE
Tél : 03 20 01 00 41 - Fax : 03 20 04 00 40
c.senez@extra-muros.coop
www.extra-muros.coop

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Extra-Muros effectue des prestations de conseil pour le compte des collectivités territoriales (80 % de ses activités). **Extra-Muros** aide par exemple Lille Métropole Communauté urbaine à mettre en place un baromètre du développement durable pour évaluer les pratiques des collectivités. La structure s'intéresse également à la création d'un réseau qui associerait producteurs agricoles bios et cantines scolaires dans diverses collectivités.

Créée en 1993, **Extra-Muros** est une coopérative de conseils, qui a pour objet d'aider les acteurs locaux à développer des projets tout en s'appuyant sur un cabinet de conseil « engagé ». **Extra-Muros est un prestataire de services qui s'implique vis-à-vis de ses clients.**

« Cet engagement se fonde sur notre principe de transfert méthodologique. Nous ne faisons pas pour mais avec, ainsi, les personnes que nous avons accompagnées peuvent, dès notre départ, poursuivre leurs projets », explique Caroline Senez, gérante de la coopérative.

Les activités sont organisées autour de quatre pôles :
- aide pour des actions publiques durables : élaboration d'Agendas 21 ou de plans de développement durable, évaluation des politiques publiques, écologie urbaine, gestion urbaine de proximité ;
- développement économique solidaire : aide à la création d'entreprises et d'emplois autour d'éco-activités (énergie bois, déchets ressourceries-recycleries, énergie solaire, circuits courts de distribution) ;
- conseil et accompagnement des organisations engagées dans une démarche de progrès et de développement durable, avec volet social autant qu'environnemental ;
- aide et accompagnement des acteurs sociaux soucieux de s'engager dans des processus de démocratie participative (actions de formation, intervention dans des cursus universitaires, conseils de quartiers ou de développement).

INNOVATION PARTICULARITÉ

AVEC L'INTÉRÊT COLLECTIF COMME SEUL OBJECTIF

Extra-Muros a acquis un savoir-faire reconnu en développement durable. *Sur ce plan, sa démarche de progrès « haute qualité 21 » a été labellisée par l'ANVAR en tant que démarche innovante. Cette méthode déjà expérimentée allie souci de la cohésion sociale, respect de l'environnement et exigence démocratique. Aujourd'hui,* ***Extra-Muros*** *décline ce concept d'une démarche de progrès en développement durable en direction des PME-PMI sous la forme d'une méthode « Performance 21 » qui est développée en partenariat avec* ***Gecco*** *(voir fiche n°21).*

Extra-Muros *est compétente dans l'accompagnement de la création de sociétés coopératives d'intérêt collectif. Après avoir aidé à la création de Lilas Auto Partage (voir fiche n°32),* ***Extra-Muros*** *travaille avec l'association Solaire en nord et la Ville de Lille sur un projet d'une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) Solaire de production d'énergie photovoltaïque à partir de panneaux installés sur les toits d'immeubles d'administrations publiques (collectivités locales, universités…), de bailleurs, d'entreprises ou d'associations.*

Accompagner les politiques publiques pour un développement durable

Une partie de l'équipe de direction et des salariés

Entrepreneuriat social et efficacité

Flandre Ateliers

Société anonyme coopérative Flandre Ateliers

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Prestation de services aux entreprises

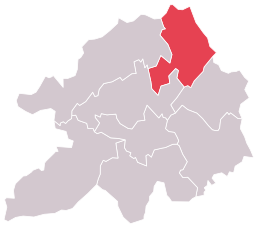
STATUT
SA coopérative.

CHIFFRES CLÉS
Création en 1991.
283 salariés.
10 associés.
Le groupe Flandre Ateliers, c'est aussi :
Ettique, une ETTI,
Insertel, une entreprise d'intérim,
un ESAT (des Peupliers),
une EI (Insertel),
Flandre Association (formation),
Qualiged, un GEIQ, et prochainement
Recode, une entreprise de reconversion.
9 300 000 euros de CA (2008).

PUBLIC/CLIENT
Entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise (pour les emplois).
France entière (pour les marchés).

CONTACT
zone des Peupliers – 252, rue du Flocon
59200 TOURCOING
Tél : 03 20 24 04 24
Fax : 03 20 24 18 24
info@flandre-ateliers.com
www.flandre-ateliers.com



Territoire tourquennois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Flandre Ateliers bénéficie du soutien des pouvoirs publics. Et c'est grâce à un montage financier réalisé avec la SEM (société d'économie mixte) Versant Nord-Est que **Flandre Ateliers** a pu, en 1994, acquérir 7 000 m² de locaux dans les anciens bâtiments de l'entreprise textile Caulliez-Delaoutre à Tourcoing. Sans ce réel soutien financier, logistique et administratif, cette jeune société n'aurait pas pu mener à bien seule cette opération qui a redonné vie à cette friche industrielle.

Installée dans les locaux d'une friche industrielle, la SA coopérative **Flandre Ateliers, est une entreprise adaptée qui emploie des personnes handicapées, physiques et mentales, exclues du marché du travail classique** et qui n'ont pas leur place dans une structure médico-sociale.

Ce qui explique que **Flandre Ateliers** bénéficie d'un agrément et de subventions de l'Etat justifiés par son utilité sociale (80 % minimum du personnel sont handicapés).

L'activité de **Flandre Ateliers** est triple :

- un centre d'appels (entrants et sortants) qui emploie 40 salariés et travaille notamment pour l'établissement français du sang et pour de très gros opérateurs français de téléphonie ;
- une activité plus industrielle de conditionnement à façon, d'étiquetage et de mise sous films à destination des sous-traitants de la grande distribution (imprimeurs ou entreprises de l'agro alimentaire). Mais cette activité est aujourd'hui en perte de vitesse ;
- depuis trois ans, **Flandre Ateliers** a beaucoup investi (y compris sur la plan financier – 1,2 million d'euros dans un plateau technique complexe et bien équipé) pour une activité tertiaire de numérisation, scannérisation et gestion électronique de document avec archivage numérique et vidéocodage. Ce secteur, en plein développement, qui traite 10 à 15 000 courriers par jour, représente aujourd'hui 80 % de l'activité de la coopérative qui, comme pour le centre d'appels, a remporté les appels d'offres de très grosses sociétés nationales.

INNOVATION PARTICULARITÉ

DES « COLS BLEUS AUX COLS BLANCS », L'EXEMPLE D'UNE RESTRUCTURATION SANS CASSE SOCIALE

En 2002, alors que son activité de conditionnement décline, Flandre Ateliers a dû revoir sa stratégie et procéder à des restructurations.

Grâce à son originalité, son utilité sociale et son adhésion aux valeurs de l'économie sociale et solidaire, la coopérative s'est employée à ce que cette évolution se fasse avec le personnel travaillant dans le secteur en perte de vitesse.

« Nous avons accompagné nos salariés dans ces mutations technologiques, explique Hervé Knecht, le président du directoire, en repérant leurs aptitudes, en les rassurant et en les formant à tous ces nouveaux métiers (ouvreurs, typologues, aiguilleurs, agent de numérisation) qui sont liés à la scannérisation et à la gestion électronique de document ». Certains anciens « cols bleus » du textile sont ainsi devenus des « cols blancs », aussi à l'aise avec une souris qu'ils l'étaient avec une aiguille.

***« Et nous sommes fiers d'avoir réussi ce virage technologique** avec la coopération de l'ensemble de nos salariés ».*

Fiers d'avoir réussi un virage technologique tout en pérennisant nos emplois

Les salariés et un des emplois induits

Carburer à l'huile de friture purifiée

Gecco

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Environnement : valorisation des déchets

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création en 2007.
3 salariés et 2 emplois induits (collecte des huiles usagées).
14 associés (8 Club Cigales, Autonomie et Solidarité et 5 particuliers dont 2 salariés).
15 tonnes d'huile de friture récoltées et purifiées chaque mois.
105 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Entreprises, collectivités.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
84 rue d'Artois - 59000 LILLE
Tél : 06 82 22 31 37
contact@gecco-environnement.fr
gecco-environnement.fr

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Gecco a bénéficié pour l'achat des machines de traitement des huiles usagées d'une aide de 27 000 euros du Fonds Régional d'Aide à la Maîtrise de l'Energie et de l'Environnement (FRAMEE) dont sont parties prenantes la Région Nord-Pas de Calais et l'Agence de développement et la maîtrise de l'énergie (ADEME). Le FRAMEE accorde des aides permettant, dans la région, certaines réalisations dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et des déchets

Gecco réalise la collecte des huiles et graisses végétales et animales usagées, principalement les huiles de friture, pour en assurer le traitement et la revalorisation.

Les huiles sont nettoyées. Les impuretés qui peuvent y être contenues, (frites, eau...) sont enlevées. L'huile ainsi purifiée devient une matière première secondaire, qui peut être réutilisée dans différentes filières.

Une partie des huiles ainsi purifiées est vendue dans la filière agro-carburant. Une autre sert à la fabrication d'un lubrifiant utilisé pour les chaînes de tronçonneuses. Il remplace utilement le lubrifiant issu du pétrole. En effet, utilisé en grande quantité lors des travaux de tronçonnage, il a l'avantage d'être biodégradable et donc de ne pas polluer la nature comme peut le faire celui fabriqué à partir du pétrole.

La récupération et le traitement des huiles usagées ont, ainsi, au-delà de leur dimension économique, un impact non négligeable sur l'environnement.

Aujourd'hui, le traitement des huiles usées est réalisé dans une unité de 100 m² située entre Lille et Valenciennes. La construction d'une usine de 600 m² dans le Parc Naturel de la Scarpe – Escaut à Saint-Amand est envisagée.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Favoriser l'emploi tout en soignant l'environnement

«A travers cette activité, note Julien Pilette, le jeune responsable de ***Gecco****,* ***nous cherchons à réaliser tout à la fois de la plus value environnementale et de la plus value sociale.*** *En effet, on prend en charge un déchet que l'on valorise dans une filière alternative.* ***C'est un moyen d'utiliser un peu moins de pétrole et de créer quelques emplois».***

Gecco *collecte les huiles usagées dans les restaurants, chez des industriels et dans les déchèteries.*

A Lille, la collecte est effectuée à vélo, à Lens par une entreprise d'insertion. Des fûts sont mis à disposition chez les producteurs d'huile alimentaire usagées et échangés gratuitement et régulièrement contre un vide. Collectés dans de petites structures, ces déchets ne l'auraient pas été par ailleurs.

Récupérer et traiter les huiles usagées pour préserver l'environnement

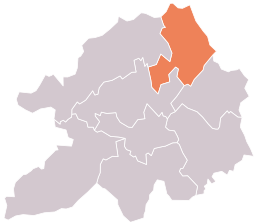
La permanente et quelques stagiaires

Métiers neufs pour personnes handicapées

L'initiative est à mettre au crédit de Hervé Knecht, le créateur de l'entreprise adaptée Flandre Ateliers (voir fiche n°20).

Fort de sa longue expérience et de la reconversion vers des métiers de back office, entamée avec succès il y a quatre ans, il eut naturellement l'idée de créer un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (Geiq). *« Pourquoi ne pas former sur ces métiers modernes qui ne cessent d'évoluer ?* demande-t-il. *Nous avons centré le* ***Geiq Qualiged*** *sur les métiers d'agent de numérisation. Et nous l'avons réservé, c'est çà la particularité, à des personnes fragilisées par le handicap ».*

La caisse régionale du Crédit Agricole, la CPAM, l'Ircem, un gros assureur privé, et Flandre Ateliers, ont rapidement répondu pour créer l'équipe fondatrice. *« Il nous reste une action importante de prospection pour faire adhérer d'autres entreprises au groupement »*, explique Hervé Knecht, président de la structure associative. Qu'ils concernent des personnes handicapées physiques ou sensorielles, les métiers de la numérisation leur sont particulièrement adaptés. Le principe de **Geiq Qualiged** étant de former par le biais du contrat de professionnalisation, elles passent 25 % de leur temps en formation et 75 % au sein de l 'entreprise. Celle-ci, membre du groupement, montre forcément une réelle volonté de formation. Les statistiques sont prometteuses. En règle générale, 75 % des personnes qui passent par un groupement d'employeurs sont recrutées au terme de leur formation.



Territoire tourquennois

RAPPORT AU TERRITOIRE

La Direction départementale du travail apporte une aide au démarrage.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Nouveaux référentiels

Second ***Geiq*** *dans le Nord-Pas de Calais destiné aux travailleurs handicapés,* ***Qualiged est le premier, en France, qui se positionne sur l'économie numérique.*** *Il forme à des métiers qui manquent de référentiel : vidéo-codage, dématérialisation de documents papier…*

L'association s'appuie sur ***un référentiel métier*** *(agent de numérisation) élaboré avec l'Association des professionnels de la gestion électronique des documents (Aproged). Elle met également en œuvre* ***un référentiel de formation*** *original reposant sur une base de 330 heures.*

Geiq Qualiged

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Qualifier des travailleurs handicapés.

STATUT

Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

CHIFFRES CLÉS

Une permanente.
La première promotion a démarré en 2009.
20 personnes (soit deux modules de 10) seront formées chaque année.
CA : n.c. (première année d'exercice).

PUBLIC/CLIENT

Entreprise, organismes para-publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise.

CONTACT

Siège social : 252, rue du Flocon
Parc d'activité des Peupliers
59200 TOURCOING
Bureau : 15, rue Christophe Colomb
59700 MARCQ-EN-BAROEUL
(Directrice : Marie-Laure Motte)
Tél : 03 28 38 44 88
Fax : 03 28 38 44 87
mlmotte@qualiged.fr

Un réel projet de ressources humaines et un vrai gisement d'emplois

Une toute petite partie des équipes de Graines d'Affaires, d'Alterna et de Graines de Bâtisseurs

Les coopératives d'activités et d'emploi

STATUT
Les coopératives d'activités et d'emploi.

CHIFFRES CLÉS
Graines de bâtisseurs
Création en 2006 - 5 salariés sociétaires.
750 000 euros de CA en 2008.
31 entrepreneurs - salariés dont 7 femmes.

Graines d'affaires
Création en 1999 - 8 salariés permanents.
20 associés sociétaires.
1,7 million euros de CA en 2008.
130 entrepreneurs - salariés.

Alterna
Création en 2007 - 3 salariés permanents.
2 associés sociétaires.
47 000 euros de CA en 2008.
15 entrepreneurs - salariés.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics.

C'est en 1999 qu'est née la Coopérative d'activités et d'emploi, **Graines d'Affaires**, à l'initiative de la ville de Grande-Synthe et de la Communauté urbaine de Dunkerque. Depuis, **Graines d'Affaires** a facilité l'émergence sur des créneaux plus spécialisés de **Graines de bâtisseurs** (métiers du bâtiment) et de **Alterna** (services à la personne).

La coopérative d'activités et d'emploi (CAE) s'adresse à des porteurs de projet, qui ont tous un savoir-faire professionnel et qui souhaitent lancer une activité en faisant l'économie de l'étape juridico-administrative de création d'une entreprise.

La personne accueillie connaît bien son cœur de métier. De son côté, la CAE va lui apprendre le métier d'entrepreneur, c'est-à-dire la comptabilité et la gestion, faire un devis et établir une facture. Ce travail d'accompagnement essentiel est personnalisé, car il doit permettre à chacun de développer son activité à son propre rythme. La CAE lui offre l'hébergement juridique en mettant à sa disposition son code APE, son numéro de Siret et la possibilité d'éditer des factures à en-tête du créateur. Son statut est celui d'un entrepreneur salarié (de la CAE) en CDI à temps partiel, ou à temps plein, si le chiffre d'affaires qu'il génère le permet. Au terme de deux années, si son activité est viable, le porteur de projet peut rester dans la coopérative d'activités et d'emploi dont il sera alors également sociétaire ou décider de voler de ses propres ailes et créer sa propre entreprise.

Contre la solitude du créateur

L'un des problèmes auxquels se heurte le créateur d'entreprise, c'est une solitude parfois très pesante. En intégrant une équipe à travers la coopérative d'activités, au-delà des facilités administratives qui lui sont données, il peut échanger, dialoguer avec d'autres entrepreneurs. A côté de la levée des obstacles administratifs, cette démarche est aussi un remède contre le découragement qui guette le créateur isolé. ***Graines d'Affaires*** *accompagne tous types de projets.*

Graines d'affaires
81bis rue Gantois – 59000 LILLE - Tél : 03 20 15 93 93
lille@grainesdaffaires.com - www.grainesdaffaires.com

Un passeport pour l'agrément simple

Alterna *développe ses activités dans le secteur des services à la personne. La CAE dispose d'un agrément simple qui permet aux porteurs de projet de faire bénéficier leurs clients d'un taux de TVA de 5,5 % et d'une déduction fiscale de 50 %.*

*Les activités d'****Alterna*** *relevant de l'agrément simple touchent de nombreux aspects de l'aide aux personnes : entretien de la maison, petits travaux de jardinage, prestations de petit bricolage, garde d'enfant, soutien scolaire mais aussi cours, préparation de repas ou assistance informatique à domicile.*

Alterna
20 rue Brûle-Maison – 59000 LILLE - Tél : 06 16 85 82 98
sbloquiau@alterna-coop.coop - www.grandsensemble.or

Développer l'éco-construction

Graines de Bâtisseurs *accueille 31 porteurs de projets, (dont 7 femmes), qui ont tous un savoir-faire professionnel, dans l'un ou l'autre des métiers du bâtiment (électricité, plomberie, menuiserie, carrelage, maçonnerie, décoration d'intérieur, couverture, charpente...).*

« Nous donnons la possibilité à nos entrepreneurs salariés de se former et de participer à des salons professionnels. Nous les aidons à s'associer pour développer une offre globale en éco-construction et éco-rénovation».

Graines de bâtisseurs
20 rue Brûle-Maison - 59000 LILLE - Tél : 03 20 57 96 11
lille@grainedebatisseurs.com - www.grainedebatisseurs.com

Les administrateurs bénévoles et les salariés

Horonia

Le mot « **Horonia** » signifie dignité en Malien

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Epicerie solidaire

STATUT
Association.

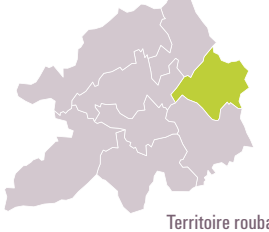
CHIFFRES CLÉS
Création de l'association en novembre 2003.
Ouverture de l'épicerie solidaire début 2008.
2 salariés.
9 administrateurs bénévoles.
115 familles bénéficiaires et adhérentes avec 150 enfants.
Un budget d'environ 50 000 euros dont 70 % de subventions.
Un local de 250 m².

PUBLIC/CLIENT
Personnes en difficultés.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Villes de Wattrelos et Leers.

CONTACT
11, rue Beaurepaire
59150 WATTRELOS
Tél / Fax : 03 20 72 99 51
horonia@orange.fr

Conserver sa dignité avec Horonia



Territoire roubaisien

RAPPORT AU TERRITOIRE
Après le micro-projet associatif du fonds social européen, **Horonia** a bénéficié de l'aide du Conseil général du Nord et des Villes de Wattrelos et Leers qui prennent en charge une partie du loyer. Wattrelos fournit également une camionnette réfrigérée. L'association est en relation avec Emmaus, l'association nationale des épiceries solidaires et les autres épiceries solidaires du secteur.
L'équipement de l'épicerie et de la cuisine a été réalisé par les élèves du lycée Turgot de Wattrelos avec l'aide de la Fondation de France, de Camif Solidarité, de Solidar Cité. Le jardin solidaire est cultivé avec l'aide de l'école Voltaire de Wattrelos.

Avec la multiplication des licenciements, le nombre de familles pauvres s'accroît. C'est en partant de ce constat que, avec l'aide de Paul Destailleur, l'animateur du GADE (Groupe d'action des demandeurs d'emploi), Oumou N'Diaye a eu l'idée de créer à Wattrelos, une épicerie solidaire inspirée de celle qui existait alors à Roubaix. Et ce projet a tout de suite intéressé nombre de familles en difficulté des quartiers Mousserie et Martinoire où les commerces classiques sont peu nombreux.

« Une épicerie solidaire, ça répond à un besoin pour tous ceux qui n'osent pas aller aux Restos du Cœur pour demander un repas », explique Oumou N'Diaye, la fondatrice et responsable de l'épicerie solidaire **Horonia**. *« Ils veulent acheter eux-mêmes ce dont ils ont besoin. C'est pour eux une question de dignité ».*

Ainsi, dans une épicerie solidaire, les bénéficiaires peuvent acheter des produits à 20 % du prix de vente pratiqué en magasin et réaliser des économies mensuelles de l'ordre de 40 à 80 euros.

Mais ce n'est pas un magasin classique et on ne peut s'y approvisionner que si l'on est envoyé par un centre social, le centre communal d'action sociale ou le service d'action sociale du Département. Les personnes sans suivi peuvent, depuis 2009, s'adresser directement à la coordinatrice sociale qui élabore leur dossier.

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Un lieu de lien social beaucoup plus qu'un commerce

Une épicerie solidaire, c'est un lieu dans lequel les usagers s'investissent, y compris dans des activités (cuisine, initiation à l'aquarelle...) socialement utiles.

*Les bénéficiaires de **Horonia** sont aussi des adhérents de l'association et ils construisent, avec l'aide d'une coordinatrice sociale, leurs propres projets d'insertion pour ne pas perdre pied socialement malgré les difficultés sociales et professionnelles auxquelles ils peuvent être confrontés.*

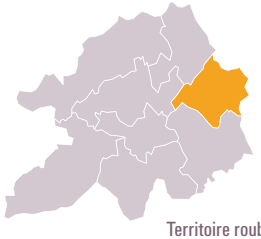
Au sein de l'atelier cuisine, ils peuvent apprendre à préparer des repas équilibrés à moindre coût, s'enrichir du savoir-faire des autres usagers pour fabriquer des jus de fruits maison et bénéficier des conseils d'un diététicien qui intervient dans le cadre d'un atelier spécifique parent-enfant.

Enfin des partenariats ont été également passés avec des associations caritatives et de loisirs pour avoir accès à des sorties culturelles.

Horonia est aussi un lieu où l'on vient échanger

L'équipe au complet

Pour un internet socialement utile



Territoire roubaisien

RAPPORT AU TERRITOIRE

Les 4/5es des clients d'**Insite** sont des collectivités territoriales, des institutions ou des représentants de l'économie sociale et solidaire.

Insite a été créée en 1996 au moment où l'internet grand public commençait à émerger. Son statut coopératif la distingue tout de suite des start-up qui font florès et qui sont plus soucieuses de coups commerciaux ou financiers que d'un internet socialement utile.

« Notre logique n'est pas celle du court terme, mais celle du projet économique et de la durée » explique Bruno Lefèvre, co-gérant. C'est d'ailleurs ce qui a permis à **Insite** de résister au moment de l'éclatement de la bulle internet.

« Nous sommes une agence d'accompagnement plus que de réalisation ». **Insite** accompagne des projets web sur la base de deux métiers complémentaires :

- celui du conseil et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, notamment auprès d'acteurs territoriaux, collectivités, institutions publiques, têtes de réseaux associatives ou groupement professionnels ;
- et celui de la conception, la réalisation et la maintenance d'outils et de sites web.

Insite se met véritablement au service de ses clients, pour élaborer avec eux, dans le cadre d'un véritable partenariat, des solutions et des outils totalement adaptés au contexte et aux besoins des utilisateurs.

« Notre plus-value, c'est cette intelligence collective que nous développons avec nos clients que nous formons pour qu'ils puissent gérer les outils que nous mettons à leur disposition. C'est cette démarche qui nous permet de développer nos compétences et d'améliorer en permanence notre connaissance des usages de l'internet qui évoluent rapidement ».

INNOVATION PARTICULARITÉ

Développer une intelligence collective du web

« Nous sommes attentifs aux évolutions des usages de l'internet. Il ne s'agit pas forcément d'inventer mais de repérer et de s'inspirer de ce qui se fait ailleurs pour apporter des solutions aux problèmes spécifiques de certains publics dans le cadre d'un internet socialement utile ».

*Pour la SCIC (société civile d'intérêt collectif) Websourd, **Insite** a développé un site web d'information bilingue en français/langue des signes française. Ce projet répond à un réel besoin pour les sourds et malentendants. Ce site est complémentaire d'autres outils de visio-interprétation permettant à ces personnes de recourir aux services d'un interprète pour communiquer par exemple en direct avec des administrations.*

***Insite** est à l'origine de l'association ANIS (Association Nord Internet Solidaire), qui organise des ROUMICS (Rencontres ouvertes du multimédia et de l'internet citoyen et solidaire) consacrées à une thématique sociétale (handicap, culture, formation...) et donnant lieu à des ateliers et des visites sur le terrain.*

Insite

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Accompagnement de projets web

STATUT

SCOP SARL.

CHIFFRES CLÉS

Création en 1996.
8 salariés.
11 sociétaires (dont 7 salariés, 2 anciens et 3 associés extérieurs : URSCOP, ID Formation, Imprimerie Artésienne).
50 % de clients régionaux.
Un bureau à Paris et des contacts à Nantes et Toulouse.
480 000 euros de CA (2008).

PUBLIC/CLIENT

Collectivités - Entreprises - Associations.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Région Nord-Pas de Calais et France entière.

CONTACT

139 rue des Arts – 59100 ROUBAIX
Tél : 03 20 28 48 68
Fax : 03 20 28 48 69
insite@insite.coop
www.insite.coop

LES DEMANDES DE NOS CLIENTS NOUS FONT AUSSI PROGRESSER

L'équipe de direction

Chez eux, on sait professionnaliser

INSTEP Formation

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Formation professionnelle

STATUT
SCOP SA.

CHIFFRES CLÉS
Scop à conseil d'administration.
CA : 6 500 000 euros (2008).
89 sociétaires.
150 salariés.
6500 stagiaires formés dans le Nord-Pas de Calais dont 1200 pour la métropole lilloise.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics (pour la formation).
Collectivités, associations et organismes para publics et entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
70 rue de Bouvines, BP 80041
59007 LILLE Cedex.
Pour contacter le siège :
Tél : 03 20 67 89 89 - Fax : 03 20 67 89 99
Pour contacter le centre de formation :
Tél : 03 20 43 94 40 - Fax : 03 20 43 94 49
siege@instep.fr
www.instep.fr

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
En s'intéressant aux métiers de l'animation, du développement local, de la santé et du social, **INSTEP Formation** devait nécessairement croiser les collectivités. Faches-Thumesnil, Wattrelos, ou encore la Fédération nationale des centres sociaux ont déjà fait appel à ses services. « Parmi nos sociétaires, beaucoup sont impliqués dans les collectivités territoriales. Certains sont élus, d'autres participent à des instances de concertation », rappelle Christian Simon.

Faciliter l'accès à l'autonomie et à la qualification des personnes pour qu'elles puissent déterminer librement leur avenir personnel et professionnel ; valoriser la capacité de chacun à comprendre une situation ou un événement; apprendre à coopérer avec d'autres... Tels sont les objectifs de INSTEP Formation, devenu en 1996 une Scop après avoir été une association affiliée à la Fédération Léo-Lagrange.

Les jeunes sans qualification ou les salariés privés d'emploi ne sont plus les seuls aujourd'hui à solliciter cette structure. Les salariés en activité sont à leur tour confrontés au besoin de se former régulièrement.

Dans ses formations, **INSTEP Formation** donne la priorité à la personne. Les situations pédagogiques doivent permettre de progresser dans la vie professionnelle mais aussi sociale. Chaque parcours est individualisé. Les stagiaires sont aussi invités à élire leurs délégués : *« Au centre de formation, tout le monde a son mot à dire »*, explique Pierre Thomas, directeur général. Pour les 6500 stagiaires reçus, l'évaluation des formateurs ou des savoirs dispensés est devenue la règle.

« Après 1996, on a continué à faire le même métier mais pas de la même façon. On s'est beaucoup professionnalisés », confirme Christian Simon, président du conseil d'administration. Une exigence qui a valu à **INSTEP Formation** la norme de qualité NF 214 délivrée par AFNOR Certification.

INNOVATION PARTICULARITÉ

ETRE LE PLUS PROCHE POSSIBLE DE SES PUBLICS

Chez INSTEP Formation, l'innovation est le fruit d'une volonté : *être le plus proche possible de ses publics. C'est pourquoi la coopérative multiplie ses centres dans la région. Huit ont été ainsi créés. Des sites annexes dédiés aux mises en situation professionnelle existent aussi dans chaque métier. Dans le domaine de l'hôtellerie, par exemple, deux restaurants d'application ont été ouverts à Lille et Douai.*

Autre innovation : les « ateliers de réflexivité ». Ils répondent à une demande croissante, notamment dans le secteur de l'animation. Plutôt que de livrer des formations clés en main, le formateur définit avec la structure qui l'a sollicité les objectifs et les résultats attendus. ***Puis, sur place, toute l'équipe construit son projet pédagogique.***

Ce souci de dialogue, on le retrouve en interne où les accords d'entreprise sont soumis au vote. « Nous sommes convaincus que c'est en associant le plus possible les salariés que le service sera rendu », estime Pierre Thomas.

Les ateliers de réflexivité répondent à une demande croissante

Une partie des consommateurs créateurs et l'agriculteur

L'AMAP des Weppes

Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Distribution hebdomadaire de paniers de légumes en respectant les chartes des AMAP et de l'agriculture paysanne

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

Création en avril 2007.
Un paysan.
60 adhérents.
Prix d'un panier de légumes : 12 euros.

PUBLIC/CLIENT

Particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Hantay et ses environs.

CONTACT

22 rue Roger Salengro – 59496 HANTAY
Tél : 06 63 65 21 89
contact-amap@amap-des-weppes.net.eu.org
amapdesweppes.fr

Se regrouper pour mieux manger

Ce sont des consommateurs lillois qui sont à l'initiative de la création de l'AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne) des Weppes.

« Nous souhaitions mieux consommer », explique Edith Accadebled, l'une des animatrices. *« Nous nous sommes donc regroupés et rapprochés d'un agriculteur qui s'installait dans les Weppes et avec lequel il était possible de faire fonctionner une **AMAP**. »*

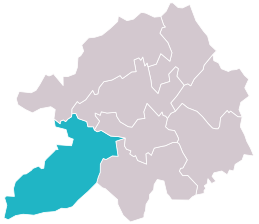
Le principe en est simple. Les comsom'acteurs qui adhèrent à l'**AMAP** s'engagent, en prépayant la récolte, à venir chercher toutes les semaines, ou presque, un panier de légumes. En fait, durant 45 semaines, car en hiver et en début de printemps, il n'y a pas de légumes. Le panier comprend 4 à 5 légumes de saison pour 4 personnes. Les consommateurs garantissent ainsi un revenu à l'agriculteur.

En pratique, la distribution des paniers de légumes aux adhérents se fait soit le mardi à Lille, dans les locaux de la MRES (Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités), soit le samedi à Hantay.

Le mardi, Romuald Botte, le paysan, amène les légumes à la MRES, où deux ou trois adhérents préparent les paniers et organisent la distribution. Le samedi à Hantay, ce sont d'autres adhérents qui prennent le relais.

Cette volonté de consommer mieux, c'est aussi le désir de consommer dans un autre rapport à la nature et avec d'autres rapports humains. Les adhérents à l'**AMAP** sont impliqués dans la vie de l'exploitation agricole en participant à des chantiers, en aidant l'agriculteur.

Les inscriptions sont renouvelées tous les ans.



Territoire des Weppes

RAPPORT AU TERRITOIRE

Lille Métropole a permis au producteur de s'implanter sur du foncier communautaire. La Ville d'Hantay s'est fortement investie en faveur de la création de **l'AMAP des Weppes**, la première de la région Nord-Pas-de-Calais, qui compte aujourd'hui une quinzaine de projets. Il y a, depuis quelque temps, un réel développement du mouvement des AMAP que Lille Métropole Communauté urbaine soutient.

INNOVATION PARTICULARITÉ

AMAPIEN : UNE AVENTURE HUMAINE ENRACINÉE DANS L'AGRICULTURE DURABLE

*« L'**Amap**, confie Romuald Botte, c'est une aventure humaine intéressante. De fait, je ne suis pas seulement producteur. Je suis dans un rapport de transparence avec le client. Il y a un important dialogue entre nous. On fixe le contenu et le prix du panier ensemble. »*

Aujourd'hui, c'est sûr, Romuald « ne pourrait pas aller vendre ses produits à quelqu'un qui irait, ensuite, les vendre ailleurs. »

L'agriculteur trouve dans ce débouché un intérêt évident du fait de la sécurisation de ses ventes. Ce qui sera produit sera vendu, ce qui garantit sa trésorerie.

*En conversion bio, la volonté de Romuald rejoint celle des amapiens de consommer mieux tout en consommant local. Le panier de l'**AMAP** des Weppes, c'est un panier de légumes régionaux et de saison. Les amapiens désirent une consommation saine et qui colle à une envie de rapports humains différents.*

Un panier de légumes régionaux de saison

Salariés et bénévoles

L'UPC

L'Université populaire et citoyenne

DOMAINE D'ACTIVITÉ
L'éducation populaire

STATUT
Association.

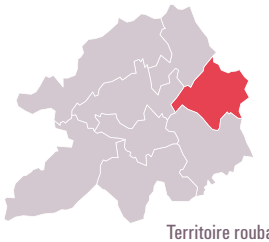
CHIFFRES CLÉS
Créée en 2004.
3 salariés.
10 bénévoles.
40 adhérents.
Un millier de personnes participent aux activités.
120 000 euros de budget.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Roubaix.

CONTACT
20 rue de Lille - 59100 ROUBAIX
Tél : 03 20 82 23 96
contact@upc-roubaix.org
www.upc-roubaix.org

Renouveler la démocratie participative



Territoire roubaisien

RAPPORT AU TERRITOIRE

Si **l'Upc** est indépendante, son projet a été initié avec la Ville de Roubaix. Dans ses activités, elle bénéficie des soutiens financiers de l'ACSE (Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), du Conseil régional, du Conseil général, de Lille Métropole Communauté urbaine et de la Ville de Roubaix. Par ailleurs, Science Po Lille, Pastel FM, la FAL (Fédération des associations laïques), le Collectif de l'Union, la médiathèque ou bien encore la Maison des associations de Roubaix sont des partenaires associés à son développement.

L'Université populaire et citoyenne est un lieu de formation et d'expertise citoyenne sur les politiques publiques.

A la fin des années 90, des travailleurs sociaux constatent un affaiblissement de la démocratie locale, associative et syndicale. Parallèlement, ils observent la montée en puissance du travail social prenant en charge de manière individuelle les personnes en difficultés. La logique gestionnaire des dispositifs prend le dessus sur une logique de transformation du système.

Les initiateurs de **l'Upc** décident alors de renouer avec la tradition de l'université populaire et créent un espace d'expertise citoyenne. L'objet est de réintroduire de la réflexion, de la discussion dans la société afin que les gens reprennent la parole et se mobilisent pour améliorer la situation. Les animateurs de l'association poursuivent une recherche-action menée autour de différents thèmes.

Le chômage et l'emploi à Roubaix font partie des thèmes dont ils se sont emparés. Comment rendre l'économie plus solidaire par une politique locale de l'emploi et de l'insertion capable de peser sur le marché du travail pour réduire le chômage d'exclusion ?

Autre thème abordé : comment faire de l'éco-quartier de l'Union, une expérience qui ne se limite pas à la construction de bâtiments HQE (haute qualité environnementale), mais qui soit produit avec les habitants, les anciens salariés ? Enfin, les responsables de **l'Upc** cherchent à lutter contre les discriminations, en construisant, dans des ateliers, une histoire commune de l'immigration.

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Réfléchir collectivement à des propositions citoyennes ancrées dans la vie locale

« L'Upc vise à favoriser l'expression des citoyens afin qu'ils donnent leur point de vue sur le système, explique Vincent Boutry, l'un de ses animateurs et réfléchissent collectivement à des solutions. » *Cette réflexion organisée avec des chercheurs et les acteurs locaux s'établit dans la durée à travers la programmation de cycles de conférences, de séminaires, de cafés-citoyens.*

*Pour ouvrir cette démarche citoyenne sur la cité, les adhérents de l'Université populaire et citoyenne cherchent à créer les conditions les plus « attractives et confortables possibles » **afin que tout le monde puisse participer.** Par ces « recherches-actions », **l'Upc** tente d'élaborer des propositions pour améliorer localement les politiques publiques.*

Par ailleurs, une attention particulière est portée à la capitalisation des savoirs échangés lors de ces cycles de réflexion, notamment avec la publication des cahiers de l'Upc.

L'Upc, tête pensante et tête chercheuse, accoucheuse de solutions de proximité

Administration, direction et une partie des salariés

Mos'Art
Régie de quartier à Fives

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Services de proximité

STATUT
Association.

CHIFFRES CLÉS
26 salariés.
CA : 524 000 euros (2008).
80 adhérents.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics, personnes en difficulté, associations, collectivités territoriales.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Le quartier.

CONTACT
29H rue Eugène Jacquet – 59000 LILLE
Tél – Fax : 03 20 47 70 05
mosartrtp@wanadoo.fr

L'insertion comme moteur de renouveau

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
La Ville de Lille a financé un poste de chargé de mission pour la transformation de l'association en Régie de quartier et le développement des services de proximité. Les clauses d'insertion du marché pour la propreté urbaine de Lille ont permis à **Mos'Art** d'être un acteur dans ce secteur.
La régie est également associée à la réflexion de la ville pour la création de nouveaux services, dans le cadre du développement durable.

Mos'Art - La Régie de quartier de Lille-Fives naît le 17 janvier 2009 au cours d'une journée où les habitants sont invités à prendre la parole. Elle prend le relais de la régie technique de proximité **Mos'ART** qui avait été créée en 1995 sous l'impulsion du centre social Mosaïque.

Dès cette époque, cette structure développe des actions de lutte contre les exclusions au bénéfice des habitants du quartier.

L'ensemble des actions proposées aujourd'hui concourt au renforcement du lien social. Elles visent à l'amélioration du cadre de vie en y associant les habitants. Par ailleurs, cette dynamique a également pour objet de contribuer à l'insertion de personnes en difficultés par l'action économique conduite dans divers domaines d'activités.

Une boutique de repassage–retouche située dans le quartier du Vieux Lille accueille des personnes ayant un projet professionnel dans le domaine de l'aide à la personne mais aussi les métiers de l'entretien du linge.

Dans le secteur du bâtiment, des travaux de second œuvre sont confiés à la régie soit par des bailleurs sociaux, soit par des associations.

La propreté urbaine, à travers des marchés passés avec la Ville de Lille, est un secteur à travers lequel **Mos'Art** offre des activités et des emplois.

La formation, mais aussi la lutte contre la précarité énergétique, souligne la dynamique dans laquelle s'inscrit l'association : la recherche du développement des services de proximité qui collent au plus près aux besoins de la population.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Les habitants ont la parole !

Qui mieux que les habitants connaissent les besoins de leur quartier ? *Encore faut-il qu'ils aient la parole et puissent s'exprimer. Si l'écoute a toujours été au cœur des activités de* ***Mos'Art****, sa transformation en Régie de quartier marque un tournant. De simple structure d'insertion,* ***Mos'Art*** *devient un acteur de l'économie solidaire au service de la démocratie locale.*

Cette volonté démocratique passe par une libéralisation de la parole. 150 personnes ont participé à « une fête de la parole » lors de l'inauguration de la Régie.

A l'occasion de cette manifestation, dans divers ateliers, les habitants ont pu exprimer leurs souhaits et leurs désirs sur les services et solidarités à mettre en place et à développer.

Mais la prise de parole des habitants du quartier ne saurait se limiter à une journée. Elle se poursuit donc, tout au long de l'année, à travers des ateliers. Les salariés, par leurs représentants, sont aussi associés à cette dynamique démocratique, qui est le moteur des activités de l'association.

Quand l'insertion par l'économie aide à satisfaire les besoins des habitants

Les salariés associés

Le Café citoyen

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Commerce – café bio équitable

STATUT
SARL SCOP.

CHIFFRES CLÉS
Création en 2005.
3 salariés, tous associés,
et 4 associés extérieurs.
70 détenteurs de titres participatifs.
100 000 euros de CA prévisionnel 2009.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Ville de Lille.

CONTACT
7, place du Vieux marché aux chevaux
59000 LILLE
Tél : 03 20 13 15 73
sarah@cafecitoyen.org
www.cafecitoyen.org

On y brasse idées et informations

Territoire Lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
« Nous nous inscrivons dans une démarche de projet avec les collectivités. Avec la Ville de Lille, qui nous soutient, et avec les élus, nous entretenons des relations de professionnels à professionnels avec des visions qui peuvent se compléter » explique Sarah Plantier. Le Conseil de quartier souhaite créer un marché hebdomadaire de produits bio. Et il a tout naturellement demandé au Café citoyen d'accompagner la réalisation de ce projet.

Le Café citoyen est né d'un constat et d'une envie. Animateur de réseau à la MRES (Maison régionale de l'environnement et des solidarités), le fondateur souhaitait créer un lieu où il serait facile de trouver des informations sur l'agriculture biologique ou la consommation raisonnée et qui soit aussi un lieu de brassage et de rencontre entre initiés et grand public. L'idée d'un café situé en centre-ville s'est très vite imposée.

Lieu convivial par excellence et de discussions au comptoir, **le Café citoyen** est un café où l'on peut consommer des produits issus de l'agriculture biologique et, pour certains, du commerce équitable. C'est également un endroit où des associations peuvent proposer, à destination du public, des conférences, des débats ou des animations sur toutes sortes de questions de société. Ces activités se déroulent à l'étage, et elles sont quasi quotidiennes.

D'une façon générale, **le Café citoyen** est un lieu d'informations sur le réseau associatif et militant lillois et un point de diffusion de la plupart des publications alternatives que l'on ne trouve pas forcément en kiosque.

Enfin, **le Café citoyen** dispose d'une bibliothèque où l'on peut emprunter des livres pour l'essentiel consacrés à l'économie sociale et solidaire et aux questions de développement durable, d'éducation, d'écologie et de santé plus quelques romans.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Un projet collectif et un outil au service des associations et du développement local

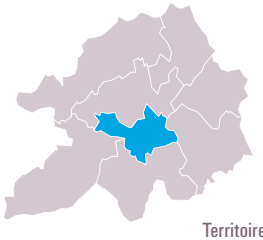
L'entreprise Café citoyen est une coopérative. *« Il est fréquent, observe Sarah Plantier, la gérante, que nous ayons à expliquer ce statut et les raisons de ce choix ». S'il emploie trois salariés,* ***le Café citoyen*** *est également un projet collectif partagé avec plusieurs dizaines de personnes qui aiment ce lieu et qui participent à la réflexion collective sur les initiatives dont il est porteur.*

Le statut d'entreprise coopérative, n'empêche pas d'entretenir des relations privilégiées avec de nombreuses associations du réseau de l'agglomération lilloise et avec les acteurs du développement local. Pour la responsable du ***Café citoyen****, « c'est cette mixité d'interlocuteurs qui permet au café d'accompagner de nombreux projets et de participer activement à des événements importants comme par exemple la Quinzaine du Commerce équitable qui était coordonnée par la Ville de Lille.* ***Le café a ainsi permis et facilité les rencontres entre les associations et le public ».***

Un lieu d'échanges et de discussions entre les associations et le public

Une partie de l'équipe

Les enfants ! Et si on allait au café ?



Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Les Potes en Ciel bénéficient de subventions de la Ville de Lille, du Conseil général, du Conseil régional et de la Caisse d'allocations familiales. Christine Champale : « Le service de l'économie sociale et solidaire à la Ville de Lille nous a apporté un appui très important pour le lancement du projet et nous a aidés à convaincre les autres collectivités du bien-fondé de notre projet. » Pour l'investissement, l'association a bénéficié également d'aides des Fondations Vinci, de France et la Mondiale.

Et s'il n'y avait plus d'âge pour aller au café ? Après les sept premiers mois d'ouverture des **Potes en Ciel**, l'idée ne paraît plus saugrenue aux quatre cents adhérents du premier café associatif pour enfants créé dans la région. Petits (accompagnés de leurs parents jusqu'à 8 ans) et grands y sont les bienvenus, quatre jours par semaine. L'objectif étant aussi de favoriser les rencontres entre les habitants du quartier de Fives à Lille.

On doit cette initiative à Christine Champale, qui s'occupait auparavant du réseau de la Fédération des artisans du monde dans le Nord. L'idée lui est venue en fréquentant le Cafézoïde à Paris.

En dehors des espaces pour les jeux libres et la lecture, des activités variées sont proposées chaque mois. Les enfants du Conseil d'enfants se réunissent tous les quinze jours pour enrichir les ateliers et débattre de leurs projets : proposer des fruits au bar, acheter un nouveau jeu, servir derrière le comptoir...

« Nous voulons qu'ils puissent être associés au fonctionnement du café et prendre des responsabilités très vite », explique Christine Champale.

Le café des Potes attire aussi des parents venus de toute la région. Certains sont plus spécialement « accros » à l'atelier des pédagogies alternatives. D'autres préfèreront la découverte de la cuisine marocaine ou l'art de masser les bébés. Mais tous, bénévoles et salariés, finiront par trinquer au comptoir des Potes avec un bon jus de fruits « bio ».

INNOVATION PARTICULARITÉ

Des nouveautés comme s'il en pleuvait

Chaque semaine apporte son lot de nouveautés au "café des Potes".

Les dernières en date ? ***Le point relais bio-cabas*** *qui permet de disposer de paniers maraîchers (voir fiche n°36) ;* ***les repas des mercredi*** *et samedi midis grâce à l'arrivée d'un cuisinier, une dynamique collective entre parents (groupe de discussion, animation du lieu ressource, conseil de parents) ;* ***le réseau d'échanges de connaissances*** *entre enfants ; le lancement de systèmes d'échange non monétaires pour favoriser chez les adultes et les enfants des participations actives à la vie du café et à ses activités ; la mise en place du* ***SOL inter-quartiers,*** *la vente au bar de produits biologiques et équitables...*

Les Potes en Ciel

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Café associatif pour les enfants et les familles

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

Création de l'association en 2006 et ouverture du café associatif en décembre 2008.
4 salariés.
404 adhérents.
37 000 euros de budget d'investissement.
90 000 euros de budget de fonctionnement.

PUBLIC/CLIENT

Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Quartier de Lille Fives.

CONTACT

46 rue de Lannoy – 59000 LILLE
(Métro Fives)
Tél : 06 77 14 82 95 ou 09 50 06 78 80
lespotesenciel@yahoo.fr
les-potes-en-ciel.over-blog.com

Au café des Potes, les petits comme les grands sont les bienvenus

L'équipe de salariés

Lilas, Lille Autopartage

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Location de voiture en autopartage

STATUT
SCIC.

CHIFFRES CLÉS
4 salariés.
900 adhérents actifs (septembre 2009).
25 voitures disponibles 24 h/24 et 7 j/7, (30 véhicules fin 2009).
169 500 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particulier et professionnels.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
La métropole lilloise.

CONTACT
55 Bd de la Liberté - 59000 LILLE
Tél : 03 20 74 07 40
contact@lilas-autopartage.com
www.lilas-autopartage.com

Ensemble, rouler contre la pollution

« Avec le service de location de véhicules en libre service que nous offrons, nous souhaitons, explique Claire Lambert, *la directrice de Lilas, contribuer au changement des comportements par rapport à la voiture avec comme objectif une participation à la sauvegarde de l'environnement. »*

« Même si les transports en commun assurent une bonne desserte dans l'agglomération, nous proposons une alternative, une solution complémentaire » souligne-t-elle.

Depuis février 2007, à Lille, il est possible de louer pour le temps que l'on souhaite, une voiture 24 h/24 et 7 j/7. On peut donc se dispenser d'en posséder une.

Avec **Lilas Autopartage**, utiliser les voitures de location, c'est simple et pratique. Etonnant.

Première étape, passer à l'agence pour l'inscription, et prendre un abonnement. Vous recevez alors une carte pass et un code qui vous permet, lorsque vous le souhaitez de prendre possession de l'un des 25 véhicules du parc. Il y en aura 30 en décembre 2009.

La réservation peut se faire soit par téléphone, soit par internet 24 h/24. Elle peut être contractée plusieurs jours à l'avance, ou 5mn avant de prendre le véhicule en main. Douze stations dispersées dans Lille disposent de voitures Lilas. L'essence, l'assurance et l'entretien sont pris en charge dans le coût de transport qui est facturé. Un coût qui tient compte à la fois du temps d'utilisation et du parcours réalisé.

Cette grande liberté et la facilité d'utilisation rendent séduisantes ces nouvelles venues sur le pavé lillois.

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Lancée à l'initiative de la municipalité de Lille pour répondre à une volonté politique de préserver et d'améliorer l'environnent, **Lilas Autopartage** est une SCIC. Elle associe cinq collèges : les salariés (10 %), la finance solidaire et les usagers (20 %), les collectivités partenaires (15 %), les membres fondateurs dont Keolis (45 %) et les entreprises partenaires (10 %).

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Une nouvelle manière de vivre l'automobile en ville

Pouvant être utilisées par plusieurs personnes dans la même journée, les voitures Lilas participent d'une mutualisation intelligente, conduisant à réduire le nombre de véhicules en circulation. En ville, une voiture d'autopartage remplace 7 à 8 véhicules.

Ce service contribue donc à la diminution de la pollution. Ce n'est pas là son seul avantage. Il permet à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en acheter une, de disposer d'une voiture lorsqu'ils en ont besoin : pour faire des courses, une sortie ou un voyage.

Certains commerçants ou professionnels trouvent opportun ce service qui leur permet de lever l'obstacle du stationnement au centre-ville.

Les gens ont ainsi la possibilité de faire le choix d'un comportement écologique et de réaliser des économies sur leur budget transport. *900 personnes ont déjà adopté cette nouvelle manière de vivre l'automobile en ville.*

Le volant partagé,
c'est plus économique et plus écologique

L'équipe de salariés

La défense des savoir-faire locaux

MANUTEC

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Distribution en marque propre de pavés, dalles, moellons, galets en pierres naturelles

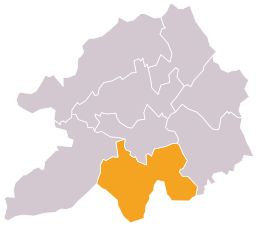
STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création en 2002.
5 salariés.
1,5 million d'euros de CA.

PUBLIC/CLIENT
Entreprises et Collectivités.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
France.

CONTACT
106, avenue de la République
59113 SECLIN
Tél : 03 20 68 16 96
Fax : 03 20 68 16 97
info@manutec.fr
www.manutec.fr



Territoire de la couronne sud

RAPPORT AU TERRITOIRE

Les relations entre **MANUTEC** et les collectivités locales sont exclusivement des relations commerciales puisque **MANUTEC** peut leur proposer, en répondant à des appels d'offres, des solutions en pierres naturelles pour l'aménagement des espaces publics ou en toitures végétales pour l'isolation et la protection de certains bâtiments. A titre d'exemple : l'aménagement de la place située à proximité de l'Hospice d'Havré à Tourcoing.

« Nous avons démarré notre activité, explique Emmanuel Thieffry, fondateur et gérant de **MANUTEC**, *par la commercialisation de pierres naturelles, pavés, dalles ou moellon destinés à des aménagements d'habitat ».*

« Nous n'avons pas attendu que le développement durable devienne une mode. Et toute l'entreprise s'est développée autour des valeurs liées à ce concept sans pour autant en faire un positionnement marketing. Notre choix est de valoriser les savoir-faire locaux et les produits naturels ».

En Inde et au Vietnam, **MANUTEC** adopte une politique d'achats responsables auprès d'artisans respectueux de leurs salariés et de leur environnement.

« Trop petit pour influencer les modes de production, nous pouvons faire des choix sélectifs et les expliquer ». **MANUTEC** a donc défini toute une série de critères (conditions de travail, environnement) auxquels les artisans, en Inde ou au Vietnam, doivent satisfaire pour être retenus comme fournisseurs.

« Notre message passe d'autant mieux que nous sommes directement en contact avec eux ». Sensibilisés, certains d'entre eux développent même sur place des fondations humanitaires au profit des populations locales.

De la qualité de ces relations découle une qualité de services qui fait que **MANUTEC** n'a quasiment jamais de service après vente à assurer.

Aujourd'hui, **MANUTEC** a développé un nouveau produit autour des toitures végétales. L'entreprise s'adresse aux paysagistes pour les aider à se former et à se lancer sur ce type de produit plus respectueux de l'environnement.

INNOVATION PARTICULARITÉ

UN SOUCI PERMANENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

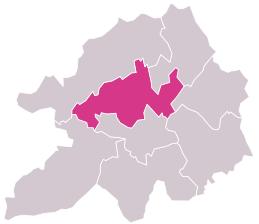
Emmanuel Thieffry en est convaincu : « Le développement durable, il y a ceux qui sont surtout dans l'affichage et qui en parlent beaucoup. Et puis il y a ceux qui y vont à la petite cuiller, discrètement, mais réellement ».

*Outre les critères (conditions de travail, environnement) qui ont été définis pour choisir les artisans fournisseurs, un point distingue tout particulièrement **MANUTEC** de ses concurrents : tous les matériaux importés le sont par bateau, en transport maritime d'abord, avec des bateaux labellisés Blue Cargo, puis fluvial depuis Anvers, ce qui permet d'éviter au maximum l'utilisation de camions chargés de containers.*

Aider fournisseurs et clients à être créatifs et respectueux de la planète durablement

Les salariés coopérateurs

Contre la crise, l'esprit coopératif



Territoire de la couronne nord

RAPPORT AU TERRITOIRE

Sans l'avance accordée par le Conseil régional en 2007, l'aide de Finorpa ou encore de l'Aract (Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail) puis le rééchelonnement de la dette, l'entreprise se serait trouvée face à de graves difficultés, accrues avec la crise comme pour de nombreuses PME.

Marketube est adhérente à l'Urscop (Union régionale des sociétés coopératives) qui apporte un appui pertinent au plan juridique et dans la gestion de l'entreprise.

Marketube Scop SA est née du refus de sept ouvriers de voir leur travail et les machines de leur usine délocalisés dans la région parisienne. Un long conflit, un bras de fer de plus d'un an, les opposa, en 1971 à la direction parisienne du groupe Nobel Bozel. Au terme de ce combat, les ouvriers parvinrent à maintenir les machines sur le site de Marquette. Avec le soutien de syndicalistes et personnalités régionales de l'économie sociale, ils choisissaient d'assurer leur avenir en créant une Scop.

Après avoir traversé bien des difficultés, **Marketube** Scop SA est toujours debout. Hautement spécialisée en plasturgie, l'entreprise fabrique des tubes, essentiellement pour des sociétés pharmaceutiques ou para-pharmaceutiques.

« Sur ce créneau, explique Philippe Harquet, le directeur, ***Marketube*** *dispose d'un vrai marché, d'un vrai savoir-faire, d'une vraie technologie. Malheureusement, et la crise qui nous frappe, nous aussi, depuis le mois d'octobre 2008 nous le confirme, nous ne sommes pas suffisamment connus »* note le directeur en place depuis octobre 2007.

Par ailleurs, *« même si la gestion démocratique peut donner un avantage dans la souplesse de réaction, et de la détermination, on ne peut oublier,* souligne-t-il, *que nous évoluons sur un marché concurrentiel. La connaissance des marchés et la réponse à apporter sont essentiels. Manager une Scop est plus exigeant que le faire pour une entreprise classique. Il faut plus de pédagogie, sans oublier qu'au final le cap doit être maintenu en permanence. »*

Marketube

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Industrie Plasturgie

STATUT
Scop SA.

CHIFFRES CLÉS
Création en octobre 1975.
8 salariés dont 2 contrats professionnels.
Scop SA : 55 % du capital appartient aux salariés et anciens salariés ; le reste se partage entre Autonomie et solidarité et la Socodem.
470 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Professionnels, entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
National.

CONTACT
Zone d'emploi Saint Roch
Rue du Moulin
59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE
Tél : 03 20 51 39 20
Fax : 03 20 51 94 15
marketube@gmail.com
www.marketubeplastique.com

INNOVATION PARTICULARITÉ

Transmettre le flambeau de la démocratie participative

« L'esprit coopératif demeure vivace. Les gens sont très attachés à leur outil de travail, *à l'histoire de* ***Marketube****, à ce que cela représente,* souligne Philippe Harquet. *Il y a une volonté collective de travailler sur ce modèle, où le salarié reste au cœur du dispositif. Il y a une volonté de le porter. Sans cet état d'esprit, la boîte aurait fermé depuis longtemps. »*

C'est là, la grande victoire des anciens de ***Marketube****.* ***Le flambeau a été transmis,*** *car aujourd'hui aucun des créateurs de la Scop n'est encore en activité.*

La démocratie pour faire vivre la Scop est un engagement de tous les jours. « Cela exige un gros partage des responsabilités avant que les décisions ne soient prises, » explique Philippe Harquet.

« Il existe une dynamique de dialogue permanent entre le responsable et les membres de la Scop. ***Tous ces temps de dialogue sont consommateurs de productivité,*** *reconnaît le directeur. Mais nous les retrouvons ensuite, car les décisions sont mieux assurées collectivement et par chaque salarié. »*

Une volonté de porter un modèle où le salarié est au cœur du dispositif

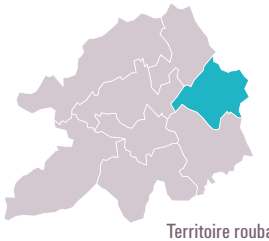
Le gérant et une partie des salariés

Une entreprise soucieuse de la santé et de l'emploi de ses salariés

Lorsqu'il fut question en 2007 d'une reprise sous une forme coopérative, de l'activité de mécano-soudure de l'entreprise associative qui venait de déposer son bilan, la majorité des salariés a fait le choix d'accepter cette proposition.

Aujourd'hui, la nouvelle entreprise compte autant de salariés que celle qui a déposé le bilan et ces emplois ont été pérennisés et même professionnalisés sur des postes à qualification certifiée. Car **MetalSud** qui fabrique par exemple les armoires de récupération des vêtements du Relais, travaille également à la fabrication de portails métalliques, de lisses ou de tribunes pour des salles de sport, qui sont des équipements qui exigent un travail d'une extrême rigueur et d'une très grande précision, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité.

Si le travail des salariés de **MetalSud** n'a pas fondamentalement changé, l'esprit et les conditions de travail ont eux beaucoup évolué. *«Une personne qui se pose des questions, est une personne qui sera moins performante»* explique Bruno Darry, qui dirige **MetalSud** en même temps que Armentières Paysage Avenir. *«Aussi, en plus de l'assemblée générale annuelle et des réunions trimestrielles du conseil d'administration, nous informons régulièrement les salariés sur la situation de l'entreprise et nous nous efforçons de répondre à leurs questions».* Une communication qui utilise bien sûr la langue des signes française pour les salariés atteints de surdité.



Territoire roubaisien

RAPPORT AU TERRITOIRE

MetalSud fabrique des équipements qui peuvent répondre à certains besoins des collectivités territoriales comme par exemple des tribunes de salles de sport.

INNOVATION PARTICULARITÉ

LA POLYVALENCE AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ

*Pour Bruno Darry, «c'est un plaisir de travailler dans une coopérative. Il y a un vrai esprit d'équipe. **Les salariés sont motivés** et lorsque nous avons eu un problème conjoncturel de baisse des commandes, nous avons cherché ensemble des solutions». Certains ont anticipé leurs congés, d'autres ont suivi des formations pour que l'entreprise puisse franchir ce cap et maintenir tous ses emplois.*

***MetalSud** investit beaucoup dans l'achat de matériels permettant aux salariés handicapés de travailler dans de bonnes conditions (pont de levage et de manutention, système d'évacuation des fumées...)*

*La politique de formation de l'entreprise est résolument offensive car certaines fabrications exigent du personnel qualifié. Et la polyvalence que certains salariés ont acquise sur des emplois qualifiés (soudure, tôlerie, poinçonnage...) permet à l'entreprise de **faire face aux aléas de l'absentéisme**, plus important que dans une entreprise classique.*

MetalSud

Ces corbeilles à papier solides, utiles, sont en métal. MetalSud les fabrique.

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Entreprise de tôlerie – mécano-soudure

STATUT

Scop SA.

CHIFFRES CLÉS

Reprise en 2007 en SA Scop à la suite du dépôt de bilan d'une entreprise associative.
Un CA de 6 membres dont 4 salariés et 2 extérieurs (l'association Atelier protégé d'Armentières et la SCOP Armentières Paysage et Avenir).
28 salariés dont 20 associés.
60 000 à 80 000 euros d'investissements chaque année.
2 000 m² (dans l'ancienne friche du Sartel à Wattrelos). 1 million d'euros de CA.

PUBLIC/CLIENT

Entreprises - Collectivités.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

France et Belgique.

CONTACT

20, rue de la Tannerie - 59150 WATTRELOS
Tél : 03 28 36 29 66 - Fax : 03 20 31 11 76
metalsud@orange.fr

Nous faisons tout pour maintenir les emplois et pour préserver la santé de nos salariés

Des salariés et des jeunes en insertion

NorABio
Nord Agriculture Biologique

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Coopérative agricole biologique

STATUT
Coopérative agricole.

CHIFFRES CLÉS
Création en 2000.
6 salariés.
65 producteurs adhérents.
800 abonnés et 70 points-relais pour Biocabas.
2,5 millions d'euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise
et Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
8, rue Jean Bourgeois
59147 GONDECOURT
Tél : 03 61 58 41 61
Fax : 03 20 32 48 64
contact@norabio.fr
www.biocabas.com

Aider agriculture bio et circuits courts

INNOVATION PARTICULARITÉ

Biocabas, ou quand consommateurs et producteurs coopèrent

La coopérative agricole NorABio a été créée en 1998 à l'initiative du Gabnor (groupement d'agriculteurs biologiques du Nord-Pas de Calais). Elle rassemble 65 producteurs du Nord-Pas de Calais – Picardie, tous engagés dans une démarche d'agriculture biologique.

Les activités de **NorABio** s'articulent autour de quatre pôles :
- distribution de fruits et légumes biologiques en direction du marché de gros de Rungis surtout et du réseau Biocoop (qui compte 300 magasins en France) ;
- soutien à la commercialisation et accompagnement des petites exploitations agricoles biologiques (conseils, achats groupés de fournitures, d'engrais, de semences, de plants...) ;
- aide au développement de l'agriculture biologique en partenariat avec le Gabnor sous la forme de journées portes ouvertes destinées à aider les agriculteurs, maraîchers ou éleveurs traditionnels qui le souhaiteraient à franchir le pas et à reconvertir leur exploitation dans l'agriculture biologique (avec diffusion d'informations sur l'impact d'un tel changement de méthodes sur les techniques et sur les revenus) ;
- confection et livraison de paniers de fruits et de légumes biologiques de saison dans le cadre de Biocabas.

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

NorABio travaille en relation avec le Conseil général du Nord qui soutient un projet de démocratisation des produits biologiques en région sous la forme de « paniers accessibles » destinés à des publics en difficulté (RMIstes, demandeurs d'emploi, personnes âgées à bas revenus...)

NorABio s'inscrit dans la dynamique de l'économie sociale et solidaire. Pour Valérie Thiault, la coordinatrice « Biocabas est né en 2003 de la volonté de petits producteurs et de consommateurs de valoriser des circuits courts ».

En s'abonnant au Biocabas, les consommateurs bénéficient d'un panier de fruits et de légumes de saison biologiques produits par des agriculteurs régionaux. Avec une double garantie de qualité et de prix. Les 35 producteurs concernés bénéficient, eux, d'une garantie de revenus et d'écoulement de leur production.

Quelque 800 paniers sont confectionnés chaque semaine par des jeunes en difficulté dans le cadre d'un chantier d'insertion piloté par l'association Service civil international. Ils sont livrés le lendemain à 70 points relais de l'agglomération lilloise.

Biocabas se complète de « paniers accessibles » (80 environ) à tarif réduit (50 %) qui sont livrés dans des centres sociaux partenaires afin d'être distribués à des publics en difficulté.

Préparer des paniers « insérants » et Valoriser les circuits courts

Les salariés créateurs

Des objets en piste pour une seconde vie

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

En incluant une clause de réemploi dans la gestion des déchèteries, Lille Métropole Communauté urbaine a donné aux **Objets du hasard** l'opportunité de développer une filière du réemploi. La politique environnementale de la Région Nord-Pas de Calais a permis que le concept de Ressourcerie se développe en réseau. Désormais, des clauses de réemploi des déchets figurent dans les marchés publics. L'activité de la SCOP s'appuie sur les services d'associations de valorisation et d'entreprises de collecte de déchets.

Pour Damien Van Vancoppenolle, gérant de la Scop **Les Objets du hasard** *« Le métier de la ressourcerie a quatre fonctions : collecter les déchets, les valoriser, les vendre et sensibiliser au réemploi. Cela crée une économie et évite l'incinération et l'enfouissement »*. Ce métier se situe donc au croisement de politiques sociales, économiques et environnementales.

C'est au sein de l'association Cité du réemploi que, de 2002 à 2007, Damien Van Coppenolle a, avec cinq partenaires, développé ce type d'activité. *« Le dispositif Nouveaux services - Emplois jeunes nous a vraiment permis de mener ce projet à terme après les 5 années d'aide à l'emploi »*. En janvier 2007, à la création de la coopérative, la société compte deux salariés. La contrainte de l'activité implique le flux tendu de la circulation des marchandises.

Dans les déchèteries de Lille et de Roubaix, les agents d'Esterra collectent des objets et les déposent dans des cabanons qui portent l'enseigne : « Réemploi ».

C'est ici que débute la deuxième vie de ces objets que les salariés de la coopérative sélectionnent, pèsent, nettoient et réparent si besoin est. Ensuite, direction la Ressourcerie, située au 15 de la rue Courmont à Lille. Là, ces objets récupérés sont mis en vente pour se retrouver chez de nouveaux propriétaires.

En plus de la Ressourcerie à Moulins, la coopérative gère aussi un magasin de brocante et d'antiquités à Wazemmes, qui vend des objets design des années 1950 à 70. **Les Objets du Hasard** développent la filière du réemploi dans la métropole lilloise avec Esterra mais aussi en Flandres, où de nouvelles déchèteries ont déjà intégré le principe du réemploi dans leur gestion des déchets.

INNOVATION PARTICULARITÉ

La ressourcerie, un concept qui s'étend en Europe

*L'ambition des **Objets du hasard** est de pouvoir étendre la filière du réemploi en lien avec les déchèteries existantes et celles à venir. La Scop participe activement au réseau national des Ressourceries, qui compte une soixantaine de membres en France et dont le siège administratif se situe à Lille.*

*Ce réseau national est devenu un interlocuteur de poids auprès des instances publiques. Depuis 5 ans, le réseau porte avec l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et d'autres partenaires l'organisation de la « Semaine nationale de la réduction des déchets » **où le réemploi est intégré comme une des solutions.** Ce même réseau a conclu une convention de développement avec l'ADEME national et assure la promotion des filières du réemploi au niveau européen.*

Les Objets du hasard

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Ressourcerie : collecte de déchets, valorisation et vente

STATUT

SCOP SARL.

CHIFFRES CLÉS

4 associés, 2 salariés.
2 magasins.
50 tonnes de marchandises valorisées en 2009.
180 000 euros de CA prévisionnel 2009.

PUBLIC/CLIENT

Les collectivités pour la partie Marché Public/Collecte en déchèteries et particuliers pour la partie vente en magasin.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise et les collectivités environnantes pour la collecte (exemple en Flandres) et uniquement la métropole lilloise pour la vente.

CONTACT

15 rue Courmont - 59000 LILLE
Tél. : 03 20 29 43 80 - 06 22 50 04 56
Fax : 03 20 28 48 69
ressourcerie@hotmail.com
www.ressourcerie.fr

Notre initiative a fait ses preuves : il faut continuer à la développer

La direction et encadrants

Quanta

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Restauration et activités culturelles

STATUT
Association.

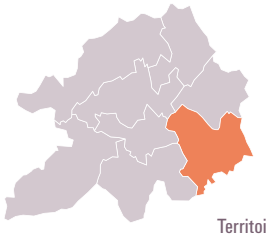
CHIFFRES CLÉS
Création de l'association en 1992.
Ouverture du restaurant en 2000.
22 travailleurs handicapés.
11 encadrants.
35 repas par jour.
2 séminaires par semaine.
Prix de vente des spectacles : 400 euros aux institutions, pour les particuliers contacter Quanta.
1 400 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers, collectivités ou entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
La métropole lilloise.

CONTACT
7 ch. du Grand Marais - Ferme Petitprez
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél : 03 20 19 07 07- Fax : 03 20 19 07 09
asso.quanta@wanadoo.fr
www.quanta.asso.fr

S'enrichir des différences liées au handicap



Territoire est

RAPPORT AU TERRITOIRE
L'association **Quanta** assure 30 % de ses ressources par ses activités commerciales. Le reste du financement est constitué de subventions à caractère social ou culturel provenant de collectivités, la Ville de Villeneuve d'Ascq, du Conseil régional et du Conseil général du Nord, mais aussi de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Installé dans la ferme Petitprez, au bord du lac du Héron, le restaurant **Quanta** a sa réputation. **On y mange bien et on y est bien accueilli. Ici, en cuisine comme au service, aux côtés de professionnels, ce sont des personnes handicapées qui officient.**

« Que cela soit au travers d'actions culturelles, ou par le travail de serveurs ou de cuisiniers, notre objectif est de pousser à la reconnaissance du travail de ces personnes que nous accueillons, explique Isabelle Saint-Aubert, directrice. *C'est le cœur de notre projet. En leur permettant de travailler avec des professionnels, on valorise leurs compétences. C'est une manière,* souligne-t-elle, *de les intégrer dans la cité en luttant contre l'image du handicap et de la maladie mentale ».*

Ce projet collectif est porté par un groupe comprenant des encadrants permanents, plus précisément dans les métiers de la restauration et des intervenants, comédiens, musiciens, plasticiens en ce qui concerne les actions culturelles.

L'association **Quanta** gère deux structures :
- un établissement de service d'aide au travail (ESAT) qui fait fonctionner le restaurant et travailler les 22 personnes handicapées et leurs encadrants directs ;
- une compagnie de théâtre, la Compagnie **Quanta**, qui propose des créations, mais aussi des programmes culturels aussi bien dans le cadre du restaurant avec des repas spectacles que des spectacles à l'extérieur. Des ateliers de théâtre sont également ouverts au public. Par ailleurs, l'accueil en résidence est possible pour d'autres troupes.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Un théâtre de poche et un concours gastronomique : l'imagination au pouvoir

Chez Quanta, on ne manque ni de ressort, ni d'imagination. Dans le domaine culturel, comme dans le domaine gastronomique.

Depuis trois ans, l'activité théâtrale donne lieu à des créations. La Compagnie propose un théâtre de poche que tout amateur peut s'offrir à la maison. La mise en scène nécessite un espace minimum. La formule peut être achetée par des collectivités (villes, associations, ...) comme par des particuliers. L'un de ces spectacles « Monologue gourmand » a été joué dans des écoles de Villeneuve d'Ascq. La dernière création, « De l'air ! » a été achetée par l'Espace naturel métropolitain pour être jouée autour du lac.

L'imagination mijote aussi dans le domaine culinaire. Le chef, Benoît Flahault, a créé, avec la participation du lycée Ste Marie de Bailleul et le Comité de Promotion Nord – Pas de Calais, « L'assiette gourm'hand », un concours national ouvert à des équipes composées d'un chef et d'une personne handicapée. Venues des régions françaises mais aussi de Belgique, une quinzaine d'équipes participent désormais au concours.

De la salle de restauration à la scène de théâtre, un projet participatif

Une partie des salariés

Quoi de Neuf, Docteur ?

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Insertion et accompagnement solidaire en veillant à la pertinence du parcours de la personne en difficulté

STATUT
Association.

CHIFFRES CLÉS
18 salariés permanents et 35 personnes en contrat aidé.
Elle reçoit plus de 500 personnes par an.
Un CA de 10 membres.
10 575 000 euros de subvention d'exploitation (2008).
100 000 euros de ressources propres (2008).
715 000 euros de budget (2008).

PUBLIC/CLIENT
Personnes en difficulté.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
2, rue de la station
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél : 03 20 91 48 29
Fax : 03 20 91 83 43
infos@qnd-association.fr
www.qnd-association.fr
(en cours de construction)

Une solution pour chaque situation

INNOVATION PARTICULARITÉ

Des permis pour l'aide à la mobilité

Très active sur le terrain des exclusions depuis 1987, l'association Quoi de Neuf, Docteur ? continue à développer ses activités vers toutes les personnes, jeunes ou adultes, en difficulté. Au-delà de Villeneuve d'Ascq, elle rayonne sur l'ensemble du bassin d'emploi de Lille. *« Nous pouvons être inconnus dans notre quartier (à Annappes) pour certaines activités alors que celles-ci attirent du public de beaucoup plus loin »*, s'amuse son directeur Christian Bartczak.

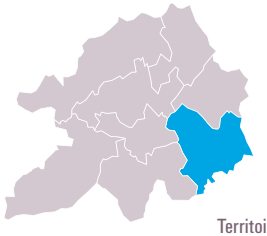
S'il fallait résumer Quoi de neuf, Docteur ? en quatre points, ce serait : un organisme de formation, un instructeur de dossiers RSA, un opérateur d'actions d'insertion et… une auto-école sociale qui prépare au permis B et BSR (brevet sécurité routière). 500 à 550 personnes sont accueillies chaque année, et chacun peut trouver une solution adaptée à sa situation.

A ses compétences d'accueil et d'orientation, de médiation socio-culturelle (écrivain public), d'insertion sociale et d'accompagnement dans le suivi de la santé, il faut ajouter un axe important d'insertion professionnelle. Un atelier de reprographie, un autre de mécanique, un restaurant, une blanchisserie, une activité de jardinage et un secrétariat sont autant d'activités et de chantiers d'insertion.

Quoi de neuf, Docteur ? emploie ainsi 35 personnes par an en contrats aidés (contrats d'avenir ou CAE). Dans cette logique, une blanchisserie avec travaux de retouche et de repassage est ouverte depuis octobre 2009. Cela permet à l'association de s'assurer une partie d'autofinancement.

Quoi de Neuf, Docteur ? *a été la première association, en 2003, à lancer* ***une auto-école sociale*** *sur le bassin d'emploi de Lille. L'objectif de cette formation au permis B est d'aider à la reprise rapide d'un emploi stable. Cela concerne essentiellement les personnes allocataires du RSA (hier du RMI) et les jeunes de 18 à 25 ans. Pour les premiers, une convention est signée avec le Conseil général du Nord qui finance la formation théorique d'une cinquantaine de personnes par an. Les 18-25 ans en démarche d'insertion sont pris en charge par la région à raison de 15 stagiaires par an. La formation pratique est à la charge du stagiaire (18 euros l'heure de conduite) ; elle peut, le cas échéant, faire l'objet d'une autre source financement. « La pédagogie est adaptée. Nous ne présentons jamais un stagiaire qui n'est pas motivé », souligne Christian Bartczak.*

Cette action d'aide à la mobilité est désormais renforcée avec la mise en place d'un Brevet de sécurité routière (BSR) pour les deux roues.



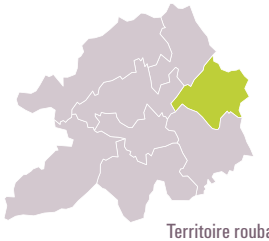
Territoire est

RAPPORT AU TERRITOIRE
L'association **Quoi de neuf, Docteur ?** est financée par l'Etat, la Ville de Villeneuve d'Ascq, le Conseil général du Nord, le Conseil régional du Nord-Pas de Calais et d'autres structures (CRAM, FSE, PLIE…).

Conduire, durablement, sur le chemin du mieux vivre et du mieux travailler

L'ensemble de l'équipe de salariés/associés

Et si la communication était coopérative ?



Territoire roubaisien

RAPPORT AU TERRITOIRE

Résonance est prestataire de service de Lille Métropole Communauté urbaine et des principales communes ou collectivités territoriales de la région (dans le cadre d'appels d'offres) dans les thématiques du développement durable, de l'emploi, de l'insertion, de la formation, de la gestion des déchets et des politiques publiques.
L'agence est plus particulièrement et durablement associée à de nombreuses aventures de la Ville de Roubaix.

Bien plus qu'une agence, Résonance, c'est une aventure humaine, professionnelle et militante partagée par une équipe qui a pour projet de travailler ensemble et d'y prendre du plaisir. Plaisir partagé avec ceux pour lesquels elle imagine, invente et construit des actions et outils de communication souvent décalés mais pertinents.

Au fil des ans, trente années d'expérience, l'équipe s'est professionnalisée et les compétences ont évolué avec les besoins de sa clientèle. *«Autrefois on nous demandait des affiches et des tracts, aujourd'hui ce sont des stratégies de communication et des sites internet»* explique Bernard Fautrez, le gérant actuel de **Résonance**. Actuel, **parce que la gérance est tournante.**

«Nous avons quatre métiers complémentaires et cohérents. Nous conseillons et nous élaborons des stratégies de communication. Nous concevons les outils permettant à une structure de se présenter (nom, logos, signalétique, plaquettes...). Notre troisième métier c'est celui d'éditeur qui va du graphisme, la mise en pages jusqu'à l'impression de brochures, de guides ou de journaux municipaux. Enfin nous organisons des événements de type assemblées, congrès ou assises. Pour l'ensemble de nos prestations, ***nous avons inventé des méthodologies originales*** *du type consultation et démarche participative.»*

Résonance travaille essentiellement avec des institutions, des collectivités, villes ou intercommunalités de la région ainsi qu'avec **la plupart des structures et réseaux** de l'économie sociale et solidaire.

Résonance

« Souvent nos prestations sont éphémères, quelquefois elles restent visibles. Nous sommes particulièrement fiers de ces camions pimpants et communicant »

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Agence de communication

STATUT
Société coopérative (sarl).

CHIFFRES CLÉS
Création en 1979, en scop depuis 1998.
6 salariés (4 associés).
380 000 euros de CA moyen.

PUBLIC/CLIENT
Institutions, collectivités, associations, réseaux de l'économie sociale et solidaire.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.
Réseaux associatifs nationaux.

CONTACT
35, rue Gustave Delory – 59100 ROUBAIX
Tél : 03 20 20 07 40
resonance@nordnet.fr
www.resonance.coop

INNOVATION
PARTICULARITÉ

Concilier emploi durable, implication dans la cité et projet de vie...

L'histoire de Résonance se nourrit d'une triple culture :
la fierté assumée d'être roubaisiens,
l'utopie autogestionaire mise en pratique,
et l'amour d'un métier bien fait.

C'est dans le quartier de l'Alma-Gare que cette histoire prend racine. Un quartier où régnait, à la fin des années soixante-dix, un véritable bouillonnement militant mêlant luttes urbaines et utopies autogestionnaires. L'imprimerie associative et militante de l'Alma, c'est déjà eux. Sans le savoir, ils avaient créé l'une des premières entreprises d'insertion de France.

Cette origine, et les valeurs partagées par le noyau de l'équipe depuis 30 ans, marquent toujours le fonctionnement de ***Résonance****: la gérance est tournante ; le recrutement privilégie l'état d'esprit bien plus d'éventuels diplômes ; l'implication citoyenne est souhaitée ; les principes du développement durable y sont appliqués bien avant que cela ne devienne tendance ; la productivité indispensable passe aussi par le droit à une vie privée de qualité...* ***« la naissance de nos enfants, notre santé, notre bonne humeur sont aussi importants dans le bilan de l'entreprise qu'une éventuelle rentabilité financière ».***

Rien d'étonnant donc à ce que l'on retrouve des coopérateurs de ***Résonance*** *engagés dans la vie citoyenne locale, la lutte contre les exclusions, l'éducation, l'économie solidaire (l'APES par exemple) ou le mouvement coopératif.*

Donner envie aux éléphants
de revenir à Roubaix,
c'est notre projet d'entreprise pour le territoire

Une grande partie de l'épuipe des salariés

Ressourcerie des Weppes
ADELIES

C'est dans les déchèteries que la majorité des objets sont récupérés pour un éventuel réemploi

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Le réemploi des objets

STATUT
Association.

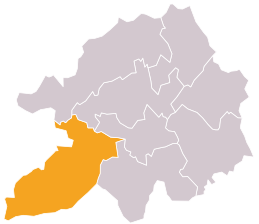
CHIFFRES CLÉS
7 salariés.
12 000 visiteurs par an.
51 000 factures depuis 2001.
800 tonnes d'objets récupérées depuis la création.
Un budget de 170 000 euros en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Les Weppes.

CONTACT
Association Adelies
La Ressourcerie des Weppes
601, rue du Faulx - 59274 MARQUILLIES
Tél : 03 20 29 46 46
ressourcerie@wanadoo.fr

La récupération d'objets, un gisement d'emplois



Territoire des Weppes

RAPPORT AU TERRITOIRE
A sa création, le projet a été mené en étroite collaboration avec Extra Muros (voir fiche n°19). L'étude de faisabilité a été financée par Lille Métropole Communauté urbaine et la Ville de Marquillies. Par ailleurs, LMCU a désormais intégré dans sa politique de traitement des déchets un aspect réemploi des objets. La Région accompagne le projet depuis le début dans son aspect éducation et sensibilisation à l'environnement. Le Conseil général du Nord est partenaire pour les opérations d'insertion.

L'association pour le développement de l'emploi local et des initiatives d'économie solidaire (**Adelies**) naît dans les Weppes en 1998. Des élus et des militants associatifs en sont à l'origine. **Il s'agit d'essaimer des projets avec pour objectif l'emploi. La Ressourcerie des Weppes sera la principale réalisation de l'association.**

Avec la ressourcerie, l'idée, c'est de créer une unité dédiée à la récupération des objets. *« C'était à l'époque une nouveauté »*, souligne Pascal Peperstraete, le président de l'association. *« On assistait à la mise en place des filières du tri sélectif, et des déchèteries. Notre volonté a été de greffer une entreprise de récupération sur la filière de traitement des déchets. A côté du « jetez mieux », qui était symbolisé par la mise en place du tri sélectif et du recyclage dans les déchèteries, avec la ressourcerie, on pratiquait le « jetez moins. »*

La ressourcerie a été installée à Marquillies attenante à la déchèterie. Cette proximité permet la collecte sur place d'objets pouvant être réemployés. Ceux-ci sont triés, nettoyés, testés, traités et mis en vente. Ainsi remis dans le circuit, ils retrouvent une seconde vie.

Cette activité permet une meilleure préservation de l'environnement en favorisant la transformation de déchets en ressources. Elle est aussi à l'origine du développement de l'emploi local.

Cette année 2009 marque une évolution. Après le rapprochement des ressourceries de Marquillies et de La Chapelle d'Armentières, **Adelies** a été retenue par Lille Métropole Communauté urbaine pour assurer la partie réemploi des objets de la déchèterie d'Halluin gérée par Esterra.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Pour la reconnaissance du métier de valoriste

Dans la filière récupération, il y a, un véritable gisement générateur d'emplois.

130 tonnes ont été traitées en 2008. Ce qui est peu comparées aux 130 000 tonnes de déchets prises en charge par les déchèteries, et les 700 000 tonnes représentant l'ensemble des déchets récoltés sur la métropole lilloise.

Une réserve permettant d'estimer qu'à travers les ressourceries, la filière réemploi sera, à l'avenir, à l'origine de création d'emplois pérennes.

*Ces emplois sont accessibles à des personnes peu qualifiées, ou éloignées du monde du travail. « Ils s'inscrivent dans un processus de professionnalisation. L'insertion professionnelle durable est aussi l'un des objectifs du projet », note le président d'**Adelies**.*

« Aussi, nous travaillons à travers une qualification à la reconnaissance du métier de valoriste ». Une manière de consolider le volet social de cette entreprise dans le cadre d'une volonté de professionnaliser le fonctionnement de la ressourcerie.

Trier, nettoyer, traiter et remettre en vente, la filière réemploi a un avenir

Les salariés entourés d'adhérents

Du bio, pour tous, à petits prix

L'association Robin des bio existe depuis 35 ans. Son objectif est de permettre à un maximum de gens d'accéder à la consommation de produits bio à des prix corrects.

A sa création, c'était une association de consommateurs sans statut juridique. Elle se transforma ensuite en coopérative avant de redevenir une association loi 1901, dans les années 2000.

Au départ, et durant de nombreuses années, ce sont les adhérents qui géraient directement l'ensemble des activités : le choix, les commandes, la réception, la caisse, la distribution. Aujourd'hui, ce sont deux salariées qui sont chargées du fonctionnement. L'aide d'adhérents est néanmoins indispensable plusieurs fois par semaine pour la réception des marchandises, la mise en stock ou en rayon, l'entretien du local.

L'association dispose d'un espace de distribution à la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES). Bien évidemment, le bio, comme le nom de l'association le souligne, joue un rôle important dans ses activités. Les membres actifs participent à la promotion de l'agriculture bio à travers des opérations d'information. Ainsi, **Robin des bio** est présent à la braderie de Lille avec un stand.

Favoriser les échanges autour de l'esprit bio est également mis en avant. Cela peut prendre la forme d'organisation de repas, d'échanges de savoirs et de pratiques comme la fabrication de produits d'entretien ou de cosmétiques écologiques, ou le jardinage bio.

Devant le succès et le nombre d'adhérents, la question est aujourd'hui posée d'un essaimage de l'association dans la métropole lilloise.

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Si l'association ne bénéficie pas d'une aide directe, elle profite des soutiens apportés par la Ville de Lille à la MRES (Maison régionale de l'Environnement et des Solidarités) pour le fonctionnement, les services d'accueil et la mise à disposition du bâtiment.

Robin des bio

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Acheter et distribuer des produits biologiques et écologiques

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

2 salariées.
400 adhérents.
361 000 euros de CA en 2008.

PUBLIC/CLIENT

Tous publics, particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise et ses environs.

CONTACT

Maison régionale de l'environnement et des solidarités
23 rue Gosselet - 59000 LILLE
Tél : 03 20 86 11 13
robindesbio@nordnet.fr

INNOVATION PARTICULARITÉ

Travailler en réseau pour favoriser l'agriculture bio locale

« Dans la mesure du possible, nous essayons de nous approvisionner, surtout pour le frais, auprès des agriculteurs locaux, *explique Emmanuelle Saintin, la présidente. Nous voulons ainsi favoriser cette agriculture. »*

« En même temps, cette démarche répond à une préoccupation écologique, note-t-elle. Pourquoi faire venir des productions de 5 000 km, avec un transport source d'une pollution disproportionnée ? »

« Enfin, ajoute Emmanuelle Saintin, pour nous l'agriculture biologique participe à une pérennisation des terres, et cela nous semble important. »

Pour toutes ces raisons, ***Robin des bio*** *essaie de travailler avec les producteurs du secteur et avec des associations investies dans l'agriculture biologique, comme Terre de Liens qui achète des terres pour les louer à des paysans bio. A l'heure où l'agriculture bio a le vent en poupe, les* ***Robin des bio*** *souhaitent participer à son renforcement dans la région du Nord-Pas de Calais, où, souligne leur présidente, « seul 0,4 % des terres sont consacrées à cette forme d'agriculture. »*

L'AGRICULTURE BIO,
POUR UNE MEILLEURE SANTÉ
ET POUR PRÉSERVER LES TERRES

Une grande partie des salariés

La bio sans faux nez

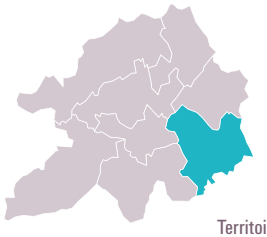
Le magasin alimentaire biologique Saveurs et saisons est le navire amiral d'un ensemble d'activités écologiques et responsables, installées dans un corps de ferme rénové, depuis le milieu des années quatre-vingt dix.

L'initiative en revient à Thierry Decoster, qui avait choisi de rompre avec un parcours professionnel de commercial et de formateur. Malgré les aléas de l'activité économique et l'évolution du marché des produits biologiques, la structure demeure, toujours attachée à des valeurs d'ouverture, de partage avec les consommateurs, de qualité et d'authenticité.

Aujourd'hui, Thierry Decoster veut à la fois prendre les moyens de durer et répondre aux envies de développement de l'équipe des salariés. **Saveurs et saisons** va élargir son offre de produits transformés. Et deux chantiers seront diligentés dans les prochains mois : un nouveau fournil, sous forme d'un bâtiment HQE (haute qualité environnementale) et basse consommation, qui autorisera un doublement de la production ; et une extension de la supérette, de 300 à 600 m². Ces nouvelles installations seront en service en 2010 et 2011.

Dans la ferme villeneuvoise, on trouve également le restaurant « Le bioze », la brasserie « Moulins d'Ascq », la SARL Aquanatura (vente de vêtements en coton bio), qui emploient au total 11 personnes.

Deux associations, Jardinons nature et Prêt du sol, animent les lieux autour du travail de la terre.



Territoire est

RAPPORT AU TERRITOIRE

Thierry Decoster s'efforce d'établir des partenariats avec des communes de la métropole (tout particulièrement Villeneuve d'Ascq, Roubaix, Tourcoing et Lille) pour essaimer certaines de ses activités sur leur territoire.

INNOVATION PARTICULARITÉ

Du pain dans les quartiers populaires

Saveurs et saisons a implanté une première boutique de pain et pâtisserie bio (« L'ami du pain »), dans le quartier de l'Epeule, à Roubaix, *en 2008, avec l'aide de la Ville. Fin 2009, un deuxième magasin a été ouvert dans les Halles de Wazemmes. « Le risque existe d'un marché et d'une distribution à deux vitesses. Nous devons aller partout au-devant du public, pour promouvoir une bio propre, locale et de saison », estime Thierry Decoster.*

« Notre boutique roubaisienne n'a pas encore atteint le point d'équilibre mais nous persistons. Je suis disposé à en ouvrir deux nouvelles par an dans des secteurs populaires de la métropole. ***Je veux croire qu'on peut innover socialement tout en étant, quand même, rentables ».***

Par ailleurs, le fondateur de ***Saveurs et saisons*** *souhaiterait compléter son offre, en louant une partie des locaux de la ferme villeneuvoise à un paysagiste bio, qui pourrait y baser une petite jardinerie et une activité de création et entretien d'espaces verts chez des particuliers. « C'est une idée neuve », assure-t-il.*

Saveurs et saisons

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Vente et transformation de produits alimentaires biologiques, promotion de l'agriculture bio et de la consommation de produits biologiques

STATUT

Deux SARL :
La holding Saveurs et saisons rassemble :
- la SARL La Ferme de Villeneuve (épicerie bio et boucherie),
- la SARL Le Fournil des saveurs (fabrication et vente de produits de boulangerie-pâtisserie).

CHIFFRES CLÉS

15 salariés et un apprenti à La Ferme de Villeneuve.
4 salariés et 3 apprentis au Fournil des saveurs.
6 000 clients particuliers, une quinzaine de clients revendeurs.
2 550 000 euros de CA (estimation 2009) pour le magasin ; 450 000 euros pour le fournil.

PUBLIC/CLIENT

Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise.

CONTACT

270 rue des Fusillés
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél : 03 20 64 62 19 - Fax : 03 20 64 62 18
contact@saveursetsaisons.com
www.saveursetsaisons.com

Il ne suffit plus de vendre. Il faut aller au-devant du public

Une partie de l'équipe dit « Signes de sens » en langage des signes

Faire savoir, avec les sourds

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Signes de sens dispose d'une aide du Conseil régional, au titre de l'action économique.
L'association est soutenue par le Conseil général du Nord. Le Département du Pas-de-Calais et la Ville de Lille lui accordent aussi quelques milliers d'euros. **Signes de sens** espère un soutien plus important des collectivités locales, pour développer ses activités et accroître son impact.

A l'occasion d'une rencontre avec un sourd, Simon Houriez a pris la mesure du vide culturel dans lequel évoluaient ces personnes. C'est pour meubler ce désert qu'il a fondé **Signes de sens**, en 2003. L'association a monté plusieurs spectacles destinés à un public familial. *« Mais nous avons rapidement buté sur la question de la culture générale et des références linguistiques. Plus de la moitié des sourds profonds ou sévères, auxquels nous nous adressons, sont illettrés. Nous avons donc élargi notre action à l'accès aux savoirs ».*

Signes de sens poursuit son travail d'écriture et de représentation dans toute la France. Elle a développé un programme d'intervention de guides sourds dans les musées de la région et de formation de leurs personnels. L'association édite aussi des livres pédagogiques (avec DVD en langue des signes), pouvant servir de « ponts » entre des enfants sourds et leurs parents, qui sont presque toujours entendants.

Le grand projet de **Signes de sens**, aujourd'hui, s'appelle « Elix ». Un réseau social en ligne de type « Facebook », pour répondre à l'isolement des sourds et favoriser la transmission de leurs savoir-faire. A terme, en combinant vidéo et communication électronique interactive, « Elix » pourrait proposer un dictionnaire Français/Langue des signes, perpétuellement actualisé et enrichi... L'association y a déjà investi 100 000 euros et attend un soutien important des pouvoirs publics.

Signes de sens

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Accès des personnes sourdes au savoir et à la culture

STATUT

Association - Une filiale SAS.

CHIFFRES CLÉS

9 salariés et une quarantaine d'intervenants ponctuels (artistes, auteurs, guides culturels). L'association vient de créer une société de production de médias accessibles aux sourds. Cette SAS, nommée « 2 visu Production », est filiale de Signes de sens. 400 000 euros de budget prévisionnel 2009.

PUBLIC/CLIENT

Particuliers sourds et associations.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Région Nord - Pas de Calais et Ile-de-France.

CONTACT

9/2 petite rue de l'Alma - 59000 LILLE
Tél : 03 20 06 00 45
Mobile : 06 98 68 67 96
contact@signesdesens.org
www.signesdesens.org

INNOVATION PARTICULARITÉ

Une démarche de recherche-développement

*Le mot innovation figure dans l'objet de **Signes de sens.** Cela renvoie à l'usage des nouvelles technologies. Mais cela correspond surtout à sa démarche, distincte de l'accompagnement social.*

***« Nous faisons de la recherche-développement, avec les sourds, à partir de leurs compétences »**, explique Simon Houriez, le directeur. La différence est un formidable moteur d'innovation. Le vibreur ou la télécommande n'ont pas été inventés pour des personnes bien entendantes ou valides. Et pourtant, tout le monde s'en sert ! » L'association veut intervenir en amont des situations inacceptables vécues par les sourds, pour éviter qu'elles ne se produisent.*

*Attachée au statut d'association loi 1901, **Signes de sens** pourrait se transformer en Union d'économie sociale (UES), pour couvrir certaines de ses prestations entrant dans le champ concurrentiel. « Mais notre activité ne se réduira jamais à des critères de rentabilité », souligne Simon Houriez.*

LA DIFFÉRENCE EST UN FORMIDABLE MOTEUR D'INNOVATION

Une des équipes de salariés

SINEO Lille

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Nettoyage de véhicules

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création Juillet 2004.
280 salariés dans 33 agences en France.
60 salariés sur la métropole Lilloise.
15 000 voitures nettoyées par mois.
7 millions d'euros de CA en 2008 dont 1 million pour Lille.

PUBLIC/CLIENT
L'essentiel (85 %) de la clientèle de SINEO est composé de professionnels, dont 50 % pour le monde automobile (concessionnaires et loueurs de voitures), 20 % pour les grands groupes (La Redoute, Auchan, la SNCF, EDF...) et 15 % pour les collectivités. Les 15 % restants sont des particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
137 rue du Faubourg de Roubaix
59000 LILLE
Tél : 03 20 81 25 84 - Fax : 03 72 30 25 84
contact@sineo.fr - www.sineo.fr

La solidarité active comme projet durable

*« **SINEO** s'inscrit,* explique Olivier Desurmont, le gérant de la société, *dans le concept de RSE, Responsabilité sociale des entreprises ou encore Responsabilité sociale et environnementale en déclinant autour du principe de développement durable, les trois piliers sociaux, environnementaux et économiques. »*

C'est la volonté de contribuer à la sauvegarde de l'environnement qui a conduit son responsable, **à faire de SINEO une société de nettoyage de véhicules sans eau et à la main.**

Le principe est tout à fait innovant. Le nettoyage est réalisé grâce à des produits biodégradables. Ceux-ci sont pulvérisés sur les surfaces à nettoyer. Les saletés sont ensuite ramassées avec un chiffon. Alors qu'un nettoyage traditionnel utilise 100 litres d'eau, le nettoyage **SINEO** se contente de 5 litres.

L'entreprise offre une grande variété de prestations de nettoyage pour tous types de véhicules. Pour les particuliers, les prestations concernent soit la préparation de voitures avant la revente, soit l'entretien courant. Pour les professionnels, les prestations portent sur la préparation de véhicules d'occasion ou de neufs, l'entretien de flotte de véhicules, de voitures de direction et les opérations lancement presse pour les nouveaux modèles automobiles.

La jeune entreprise s'est rapidement développée au niveau national avec depuis juillet 2004, la création de 7 filiales et de 25 agences sous franchise.

Territoire lilllois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Les collectivités peuvent être clientes de **SINEO**, par exemple; 4 personnes à plein temps s'occupent de l'entretien de la flotte de véhicules de LMCU.

INNOVATION PARTICULARITÉ

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE, UNE RESPONSABILITÉ HUMAINE

La responsabilité sociale, dont on a fait une philosophie à SINEO, trouve sa traduction dans un projet d'insertion sociale et professionnelle. *Il s'agit de contribuer à la réinsertion de personnes en difficulté, chômeurs de longue durée, rmistes, handicapés...*

***SINEO** propose des emplois de 24 mois en CDI. Durant cette période, un accompagnement est mis en place afin d'aider les gens à établir un projet professionnel pour qu'au terme de leur contrat, ils puissent reprendre le chemin du marché du travail.*

*Un accompagnateur social aide les salariés à construire leur projet. Dans la région, **SINEO** travaille avec le pôle emploi. « Mais, précise Olivier Desurmont, si le rôle de **SINEO** peut être d'orienter le salarié dans le besoin vers les services adaptés, il n'est pas de se substituer à ces services. »*

***SINEO** prend également en compte le fait que l'insertion passe aussi par la résolution des problèmes de la vie courante (parfois de logement ou de surendettement) en accordant, si besoin est, des micro-crédits ponctuels.*

Un geste vers les autres, un geste pour l'environnement

Une partie de la compagnie

Débattons dans la rue

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

En 2009, la compagnie s'embarque dans un projet au long cours : « sept fois sept », une action inscrite dans le Douaisis rural, qui bénéficie de financements du Fonds social européen et du Conseil régional. L'association vient de créer deux emplois à mi-temps chargés d'administrer ce projet.

En règle générale, les **Tambours Battants** misent sur les ressources tirées de leur activité. Un gage d'indépendance à laquelle la compagnie est attachée.

Metteur en scène, Grégory Cinus est le capitaine de la compagnie Les Tambours battants, où des bénévoles et des professionnels oeuvrent ensemble dans trois groupes. « Les racines du tambour » est le nom du groupe amateur, dont les membres sont d'ailleurs investis dans les activités de l'association. Les professionnels, eux, se retrouvent dans deux troupes. L'une, « A corps perdus », s'inscrit dans une recherche esthétique, multidisciplinaire, et « Open world » crée des spectacles tout-terrain, anime des stages de théâtre de rue ou intervient dans des projets culturels d'associations. Enfin, la compagnie organise des spectacles pour les enfants : « Le petit kiosque à histoires » d'après Peter Pan, Alice au pays des merveilles et Le Petit prince.

La compagnie propose des stages aux usagers des maisons de quartiers ou de centres sociaux de la métropole. C'est en mars, dans les rues de Lille, que les **Tambours battants** organisent le festival « Le Village » : des rencontres informelles entre des compagnies de théâtre de rue, des groupes de militants et les publics.

Depuis le village de Thumeries où le club de théâtre amateur se crée en 1998, les **Tambours battants** ont progressé, pour devenir l'une des compagnies de théâtre de rue les plus remarquées sur les espaces publics de la métropole et d'ailleurs. **La compagnie affirme sa volonté d'accueil en restant une association et en allant à la rencontre des publics.**

Tambours battants

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Spectacles et stages de théâtre de rue

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

5 administrateurs bénévoles.
5 intermittents du spectacle réguliers, 10 occasionnels.
2 permanents à temps partiel.
75 000 euros de CA.

PUBLIC/CLIENT

Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Métropole lilloise
et Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT

50, rue de Thumesnil - 59000 LILLE
Tél : 03 20 42 05 03
contact@tamboursbattants.org
www.tamboursbattants.org

INNOVATION PARTICULARITÉ

De la rue comme lieu d'interrogation de la société

Jouer du théâtre dans l'espace public, c'est comme faire du trapèze sans filet. Tout peut arriver. *C'est une question d'équilibre entre la préparation et la spontanéité. Avec les participants aux ateliers, Grégory Cinus et les comédiens choisissent cette position : « Nous ne posons pas comme des détenteurs d'une technique théâtrale.* ***Nous mettons en forme la parole des participants,*** *des paroles stimulées par nos propres questions ».*

Des questions, personnelles, qui vont interroger le monde et s'exprimer dans la rue. A chacun de suivre les pas d'une héroïne de leurs petites créations, Odile Salperwick, « un personnage perdu dans un monde complexe et qui essaie d'y voir clair ».

Interroger la société là où elle se trouve : dans l'espace public

Les salariés

Incroyables jardins

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE

Pour démarrer son activité, Jean-Bernard Wasselin a fait appel à un club d'investisseurs de l'association "Cigales" (Cigales: association de collecte d'épargne solidaire et citoyenne). Jeune pousse, **un Jardin sur le toit** défriche les relations avec les collectivités. Un mobilier urbain est appelé à se verdir : les abris de bus de la métropole. Peu de superficie en apparence, mais leur nombre constitue une surface qui vaut la peine de s'y pencher.

Jean-Bernard Wasselin est paysagiste, concepteur et un peu funambule. Sur les toits, ce biologiste de formation compose des jardins. Il s'appuie sur les problématiques qui se posent à l'existence d'un coin de nature sur les toits et trouve des solutions originales. L'étanchéité de l'habitat, l'exposition au soleil et l'humidité, l'assemblage des plantes, l'interaction avec le milieu et l'économie d'entretien, et d'autres critères encore colorent ses palettes et déterminent ses choix.

Artiste, et aussi architecte, botaniste et paysagiste, Jean-Bernard Wasselin est aussi patron : il détient la majorité du capital d'**Un Jardin sur le toit**, une SARL qu'il a créée en février 2009. Son beau-père et des investisseurs du club des Cigales participent à l'aventure.

Un Jardin sur le toit propose de verdir les toits, les murs et les terrasses de tout bâtiment, pour les particuliers ou les entreprises. Son activité se déploie sur de grands comme de petits espaces nichés en ville. L'entreprise installe des bassins d'agrément, pour accueillir la faune ou même des baigneurs, et aménage terrasses et jardins. Les agencements sont choisis en fonction leurs propriétés, leur gain pour l'écologie ou simplement leur audace esthétique. Car la société affiche sa dimension de créateur paysagiste. Avec ce credo : « *une nouvelle vision esthétique des villes* ». La dimension pratique est aussi avancée : l'isolation thermique et phonique, la récupération et la régulation d'eau font partie des arguments de séduction.

Un Jardin sur le toit

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Biodiversité paysagère

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
2 salariés.
50 000 euros de CA prévisionnel.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics et entreprises.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Région Nord-Pas de Calais.

CONTACT
33 rue Bourignon - 59000 LILLE
Tél. : 06 62 08 88 04
Fax : 09 59 86 56 54
contact@unjardinsurletoit.com
www.unjardinsurletoit.com

INNOVATION PARTICULARITÉ

Une pépinière à venir

L'activité est unique en région. Peu de paysagistes – Jean-Bernard Wasselin en compte cinq – sont capables en France de réaliser un toit vert dans les règles.

Des industriels vendent au mètre carré des toitures extensives précultivées, standard, ce qui soulève la critique du créateur : « Ces toitures répondent avant tout à des critères d'étanchéité, parfois aux problématiques de rétention d'eau mais pas à la biodiversité, ni aux possibilités d'aménagement de l'espace ».

La SARL compte deux salariés depuis septembre 2009 et un troisième sera recruté en janvier 2010.

Quel profil pour ce métier ? ***« J'embauche des personnes qui ont envie, tout simplement,*** *et je les accompagne au fur et à mesure dans leur apprentissage ». De nouvelles entreprises pourraient compléter l'activité de la SARL : une coopérative prendrait en charge l'entretien des jardins créés et une autre produirait les plantes destinées aux jardins sur les toits. Les idées n'ont pas fini de s'épandre sur les toits.*

Une vision esthétique et pratique de la nature en ville

Une partie des intervenants

Quand l'autonomie se gagne par les enfants...

Un temps chez vous

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Garde d'enfants à domicile

STATUT
SARL.

CHIFFRES CLÉS
Création en 2007.
66 personnes de 15 nationalités différentes embauchées sur les 2 sociétés.
60 000 heures de prestation en 2009 pour Un jeu d'enfants et Un temps chez vous.
1 millions d'euros environ de CA prévisionnel 2009.

PUBLIC/CLIENT
Tous publics.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
Métropole lilloise.

CONTACT
16 rue Henri Kolb – 59000 LILLE
Tél : 03 20 06 14 14
Fax : 03 20 55 11 01
contact@unjeudenfants.fr
www.unjeudenfants.fr

Territoire lillois

RAPPORT AU TERRITOIRE
Un jeu d'enfants ne bénéficie pas de subventions. **Un temps chez vous**, qui est agréée entreprise d'insertion, bénéficie à ce titre d'aides à l'emploi. Les deux sociétés ont des relations suivies avec le réseau lillois de l'économie sociale et solidaire.

Des locaux aux couleurs vives et gaies du quartier de Wazemmes à Lille : tel est le nid douillet de la SARL Un jeu d'enfants. Mais ce sont aussi ceux de sa société soeur Un temps chez vous, qui est née deux ans avant elle, en 2005. *« A l'origine, nous avons voulu créer une structure qui permette à des personnes éloignées de l'emploi de s'en sortir »*, explique le responsable Régis Dubois. *« Il s'agissait pour ces femmes majoritairement d'origine étrangère de reprendre confiance et d'acquérir de l'autonomie. »*

Un temps chez vous leur propose de réaliser des tâches simples de ménage, de repassage, de faire les courses pour des particuliers sur l'ensemble de la métropole lilloise. Les personnes sont embauchées en contrat d'insertion de deux ans, et bénéficient d'une formation de manière à obtenir le certificat « petite enfance ». Quant au temps de travail, il est adapté à la personne, et peut évoluer en fonction de ses besoins.

« A l'issue des deux ans, nous avons fait le constat que ces personnes allaient repartir sur le marché du travail classique, pour des contrats de gré à gré. Nous avons donc décidé de créer une structure complémentaire de manière à pouvoir leur proposer un CDI. »

Ce fut Un jeu d'enfants. Les salariées de cette structure assurent ainsi la garde d'enfants en leur proposant des activités créatives. Pour Régis Dubois, le résultat est positif : *« 68 % des personnes retrouvent un emploi pérenne ».*

INNOVATION PARTICULARITÉ

Un accompagnement multi-facettes

Les deux structures nouent des liens très proches avec les salariés. Elles mettent des moyens humains et financiers conséquents dans l'accompagnement de ces personnes *: assistante sociale, personne chargée du suivi professionnel et social, formations... Si les salariées déménagent et quittent ces sociétés, elles ont une qualification et peuvent trouver un travail plus facilement.*

La dimension culturelle est également bien présente dans l'accompagnement : des sorties sont régulièrement proposées au théâtre, au Centre des Arts du Cirque, à l'opéra... qui donnent matière ensuite à des moments d'échanges collectifs sur les thèmes abordés. A noter la bibliothèque mise à la disposition des salariées. « C'est parti d'une demande de personnes qui voulaient lire lors de leurs déplacements en transport en commun », note Régis Dubois. « Elles voulaient avoir des informations sur l'éducation des enfants ». Aujourd'hui, la bibliothèque comporte plusieurs centaines d'ouvrages.

D'UNE RELATION AIDÉE À UNE RELATION AIDANTE...

Toute l'équipe de salariés

Vert'Tige

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Agriculture bio et vente produits bio

STATUT
SCEA (production) et SNC (distribution).

CHIFFRES CLÉS
Créée en 1986.
11 salariés.
100 000 d'euros de CA pour la partie production, 1 million d'euros de CA pour la partie distribution en 2008.

PUBLIC/CLIENT
Particuliers.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION
La métropole lilloise.

CONTACT
Magasin : halles du marché de Wazemmes
Magasin et ferme agricole :
Rue Anatole France – 59136 WAVRIN
Tél : 03 20 58 71 63
Fax : 03 20 58 63 94
vertige2@wanadoo.fr

Producteur de valeurs bio-humaines

Territoire des Weppes

RAPPORT AU TERRITOIRE

Dès sa création et à plusieurs reprises, **Vert'Tige** a bénéficié de subventions de la Région. Elle participe à la Quinzaine du commerce équitable.

L'entreprise entretient des relations avec les collectivités par l'intermédiaire des groupements bio sur les terrains de la restauration collective et de la protection des ressources en eau.

Vert'Tige fournit également en légumes la cantine de Carvin, où la municipalité est attachée à faire découvrir la nourriture bio régionale aux enfants.

*« La motivation qui présida à la création de **Vert'Tige** reste, aujourd'hui, bien vivante »* souligne Benoît Canis, le gérant de la société. *« La volonté de s'investir dans l'agriculture biologique pour la protection de l'environnement et pour la santé, mais aussi participer à la création d'emplois dans le cadre d'un fonctionnement démocratique est toujours le moteur de l'entreprise. »*

Vert'Tige, a deux types d'activités :

- la société civile d'exploitation agricole gère à Wavrin 5 hectares, sur lesquels 3 salariés cultivent des légumes régionaux ;
- la société en nom collectif, avec 8 salariés, contrôle l'activité distribution avec les deux magasins, de Wavrin et des halles du marché de Wazemmes.

Dans ses magasins, **Vert'Tige** vend sa propre production. Celle-ci ne couvrant pas toute la gamme des produits bio, l'entreprise wavrinoise travaille en réseau avec des producteurs bio régionaux, une quinzaine, mais aussi avec une coopérative nationale Biocoop qui dispose de plates formes de redistribution et de 335 magasins au niveau national. On peut trouver dans les magasins de **Vert'Tige**, outre les productions agricoles régionales, des fruits et légumes venant du midi, des vins, des fromages, des charcuteries bio, de l'épicerie...

Cette inscription dans des dynamiques de réseau a été une volonté des animateurs de l'entreprise, dès son origine. Benoît Canis est membre du bureau du Groupement des agriculteurs bio du Nord-Pas de Calais. Son associé, Alexandre Caze est président de NorABio (voir fiche n°36).

INNOVATION PARTICULARITÉ

QUE LE TRAVAIL PERMETTE À CHACUN DE SE RÉALISER

« A Vert'Tige, nous avons à coeur et à l'esprit de permettre à chacun de donner le meilleur et de se réaliser », explique Benoît Canis. « Le travail et l'économie ne doivent pas être source, de marginalisation, d'exploitation et d'abrutissement. »

Cet état d'esprit, présent dès sa création, a conduit les gérants à doter l'entreprise d'une grande ambition sociale à côté de leur volonté de développer l'agriculture biologique. Celle-ci, exigeant 25 % de main d'œuvre supplémentaire sans grande qualification, a permis de faire travailler sur l'exploitation des personnes qui étaient déconnectées de l'emploi. Par ailleurs, la démocratie participative est au cœur de la gestion commune de l'entreprise.

*Cette volonté de transformation sociale et humaine déborde le cadre de l'entreprise. **Vert'Tige** s'inscrit activement dans un mouvement collectif par un investissement dans l'économie solidaire en travaillant en réseau, avec l'APES, (Assemblée permanente de l'économie solidaire) et dans le collectif Commune'Idées qui travaille à promouvoir le commerce équitable.*

Vert'Tige
produits frais issus de l'agriculture biologique
SEMEZ
L'OGM
LE DERNIER MOT
149
Romaine
18
Scarole

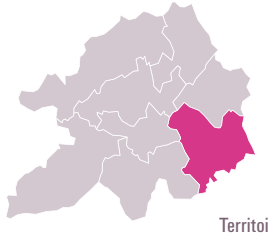
L'équipe de salariés

Jamais sans mon chauffeur

Tout démarre en 2003, lorsque le centre social d'Annappes et un collectif d'associations mettent en place une camionnette solidaire pour répondre aux problèmes de mobilité des habitants du quartier. Le succès est tel qu'une association autonome est créée deux ans plus tard : **Vesspa**, pour Véhicule économique solidaire au service des personnes et des associations. Moyennant un tarif modeste, elle met à la disposition du public deux minibus de neuf places et une voiture particulière avec un chauffeur accompagnateur.

Vesspa propose une solution de transport aux personnes fragilisées (personnes âgées, demandeurs d'emploi, allocataires du Revenu de solidarité active, etc...). Le service est adapté aux besoins du public : petits déménagements, courses accompagnées, rendez-vous médicaux, accompagnement d'un demandeur d'emploi pour un entretien d'embauche... *« Ce faisant,* dit le directeur, Serge Kibambe, *nous redonnons aux gens isolés l'envie de sortir et de retrouver le goût de la vie sociale ».*

Si **Vesspa** travaille directement avec ses particuliers adhérents, elle réalise aussi des prestations pour le CCAS (Centre communal d'action sociale) de Villeneuve d'Ascq. Elle emmène les seniors au foyer de restauration et assure l'accompagnement en accueil de jour des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Elle est aussi en contrat avec la Ville pour assurer des navettes, lorsque la mairie organise des événements. Sans compter une activité de ramassage scolaire pour des enfants souffrant de légers troubles comportementaux.



Territoire est

RAPPORT AU TERRITOIRE

L'association est financée à près de 90 % par ses prestations et partenariats et à un peu plus de 10 % par des subventions.

Vesspa

Véhicule économique solidaire au service des personnes et des associations

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Transport de personnes avec accompagnateur

STATUT

Association.

CHIFFRES CLÉS

Création de l'association en avril 2005.
Trois salariés.
60 adhérents.
80 000 euros de budget de fonctionnement.

PUBLIC/CLIENT

Particuliers, collectivités.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Ville de Villeneuve d'Ascq.

CONTACT

rue Darius Milhaud – Espace municipal Rossini - 59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél : 03 20 05 37 77
vesspa@nordnet.fr

INNOVATION PARTICULARITÉ

Des conducteurs solidaires et attentifs

Plus qu'une simple prestation de transport, liée à une démarche de développement durable, l'association crée du lien social en rompant l'isolement de personnes privées de transport et trop éloignées des centres de vie.

Elle parie aussi sur l'accompagnement social individualisé. Pas question, par exemple, de laisser une personne devant un cabinet médical. On lui parle et on l'accompagne jusqu'à l'accueil et dans la salle d'attente. Et on la ramène chez elle à la fin de la consultation. Sur le trajet, le conducteur joue un véritable rôle d'animateur en dialoguant avec les passagers, enfant ou adulte, sur leurs préoccupations quotidiennes.

L'EXERCICE DU LIEN SOCIAL CONFRONTÉ AU QUOTIDIEN

Glossaire

ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
APES	Acteurs pour une économie solidaire
CAE	Coopérative d'activité et d'emploi
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CPAM	Caisse primaire d'assurance maladie
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie
CRESS	Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire
CUCS	Contrat urbain de cohésion sociale
DEEE	Déchets des équipements électriques et électroniques
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
FRAMEE	Fonds régional d'aide à la maîtrise de l'énergie et de l'environnement
GEIQ	Groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification
MRES	Maison régionale de l'environnement et des solidarités
PLIE	Plan local d'insertion par l'économique
ROUMICS	Rencontres ouvertes du multimédia et de l'internet citoyen et solidaire
RMI	Revenu minimum d'insertion
RSA	Revenu de solidarité active
SA	Société anonyme
SARL	Société à responsabilité limitée
SAS	Société par actions simplifiée
SCIC	Société coopérative d'intérêt collectif
SCOP	Société coopérative de production
UES	Union d'économie sociale
URSCOP	Union régionale des sociétés coopératives
URIAE	Union régionale de l'insertion par l'activité économique

Edition
Lille Métropole Communauté urbaine
Octobre 2009 - ISBN et dépôt légal en cours

Contact
Direction du Développement économique
1, rue du Ballon - BP 749 - 59034 LILLE cedex
numéro vert : **0 800 711 721**
(appel gratuit depuis un poste fixe – 8h15 – 17h30)
fax : + 33 (0) 3 20 21 23 95
e-mail : serveco@cudl-lille.fr
www.lillemetropole.fr

RÉALISATION
Conception et graphisme
RESONANCE - Roubaix
Bernard Fautrez - Direction artistique et coordination
Isabelle Triboulloy - Mise en pages
Vincent Ruchot - Chromie

Rédaction des fiches
ARIA NORD - Roubaix coordination
Philippe Allienne
Jean-Paul Biolluz
Alain Goguey
Patricia Hanssens
Arnaud Jacquart
Pascal Jacquart
Bertrand Verfaillie

Reportages photographiques
Fiches 1 à 40
Pascaline Chombart
Direction de la communication LMCU

Fiches 41 à 50
Barbara Grossmann

Impression
Imprimerie Centrale de Lens

ANITA

AVEC TOIT

La Boulangerie

Ils entreprennent autrement

L'économie sociale et solidaire est fortement présente et active dans l'agglomération lilloise.

Cette présentation d'une sélection de 50 entreprises innovantes de ce secteur témoigne de la richesse, la diversité, le dynamisme de ceux qui osent, expérimentent et réussissent dans les associations, coopératives, mutuelles et entreprises solidaires de la métropole lilloise.

En cette période de crise des valeurs, à l'heure où les entreprises s'interrogent sur le sens à donner à leur activité et sur la manière de la gérer, **l'économie sociale et solidaire apporte des réponses audacieuses et respectueuses de l'Homme et de son environnement.**

Pour Lille Métropole Communauté urbaine, l'économie sociale et solidaire constitue **un axe fort de sa politique en matière de développement économique.**